ISSN 0024-7650

des candidats travailleurs, des candidats militants

avec

Lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 237 - 13 mars 1992 - prix : 8 F

dites oui :

- à la fidélité aux idées communistes
- à la solidarité de classe
- aux combats nécessaires pour la défense du monde du travail

M6189 - 1237 - 8,00 F

DES CANDIDATS DE LUTTE OUVRIERE

CONTRE LA POLITIQUE RÉACTIONNAIRE DU GOUVERNEMENT SOCIALISTE

A l'approche d'élections régionales dont le résultat pour lui s'annonce désastreux, le Parti Socialiste ne change pas d'un iota sa politique anti-ouvrière; au contraire il la réaffirme.

Le gouvernement socialiste, par la voix de Bérégovoy, a préconisé encore une fois de soi-disant mesures contre le chômage qui s'avèrent aussi dérisoires que les précédentes. Le ministre des Finances a ainsi évoqué un "partage du travail"... Mais bien sûr ce ne serait pas avec maintien du salaire et en prenant par exemple sur les bénéfices. Ce "partage" selon Bérégovoy serait la généralisation du travail à temps partiel, c'est-à-dire payé en dessous du SMIC la plupart du temps...

Autant dire qu'on nous propose l'institutionnalisation du chômage à temps partiel ou, sous une autre forme, les fameux "petits boulots". Ce n'est certainement pas cela qui va relancer l'économie et rétablir la justice sociale; tout au plus un moyen de sortir des chômeurs des statistiques. Il est vrai que c'est tout ce qui intéresse le ministre.

Sa deuxième recette est de conseiller aux syndicats de négocier "un peu moins de salaire", pour parait-il, "un peu plus d'emplois" ! Cela aussi, c'est un air connu. Un peu moins de salaire, et même beaucoup moins, c'est cela que le gouvernement socialiste, en bon laquais du patronat, a imposé aux travailleurs depuis le début du premier septennat de Mitterrand, depuis ce plan de blocage des salaires mis en place dès 1982.

A l'époque aussi, les ministres socialistes avaient le culot de dire que la santé économique du pays était à ce prix. Résultat : les salaires, eux, ont bien baissé, de 20 à 25 % en valeur réelle. Mais le nombre des chômeurs qui se montait déjà à deux millions en 1982, loin de baisser, a augmenté d'un million !

***

Alors aujourd'hui, la seule ressource du Premier ministre Cresson dans sa campagne électorale, pour paraître encore à gauche, semble être de se servir de la droite et de l'extrême-droite comme faire-valoir. Mais cela n'empêche pas un Bérégovoy de poursuivre ses projets, de parler de la remise en cause de l'actuel système de retraite des salariés, et ne lui fait pas oublier de faire un petit cadeau aux milieux financiers avec la privatisation partielle d'Elf-Aquitaine. Ce n'est certes pas cela qui ramènera des voix au Parti Socialiste, mais qu'importe : il s'agit d'affirmer que c'est la même politique qui sera poursuivie, une politique au service exclusif des bourgeois, même si le Parti Socialiste doit finir par y perdre toute sa base électorale parmi les travailleurs.

Car elle a coûté cher aux couches populaires, la politique de régression sociale du gouvernement socialiste depuis dix ans. En cette fin de 20e siècle, on en revient aux injustices sociales des années trente, avec le chômage, les soupes populaires, les sans-abri, la crise du logement. Même l'abbé Pierre est revenu comme dans les années difficiles d'après-guerre !

Le gouvernement socialiste prétend qu'il ne pouvait faire autrement que de se plier aux réalités de l'économie. Mais c'est un mensonge. Les lois du marché n'ont rien de naturel. L'égoïsme des patrons et des nantis a besoin de l'aide massive de l'Etat et du gouvernement. Les exploiteurs ne peuvent pas mener leur guerre de classe contre les travailleurs à moins. L'assistance de l'Etat, les rois de la finance et de l'industrie, les roitelets du commerce et de l'immobilier, l'ont exigée d'emblée du gouvernement socialiste, en milliards de subventions, en diminutions d'impôts et de charges sociales, en autorisations pour déroger au code du travail, en feux verts pour licencier massivement, en lois de libération des loyers et en limitations de salaires. Et ils ont tout obtenu, dans tous les domaines.

La dégradation sociale, le chômage, le délabrement croissant des services publics que chacun constate est le résultat de cette politique concertée du gouvernement et du patronat. Et si toute une partie de la société s'appauvrit, c'est bien parce que l'autre partie, même très minoritaire, s'est fortement enrichie sur son dos, au point de ne plus savoir quoi faire d'autre de son argent que de spéculer ou d'étaler un luxe insolent.

Bien sûr la même politique a été menée ailleurs -et aussi en France avant que la gauche n'arrive au pouvoir- par des gouvernements de droite. Mais en quoi est-ce une excuse ?

Car il y a autre chose à faire que de s'aplatir ainsi sans fin devant les exigences du grand capital et de tous les privilégiés. On peut prendre l'argent là où il est et où il ne sert à rien d'autre qu'à la spéculation et finalement à accroître l'instabilité et le désordre de l'économie. On peut l'utiliser à satisfaire les besoins de la population dans bien des domaines où ils sont de plus en plus criants : transports, hôpitaux, écoles, logements. Il faut arrêter cette évolution vers une société où ne règne que la loi de la jungle du "chacun pour soi" !

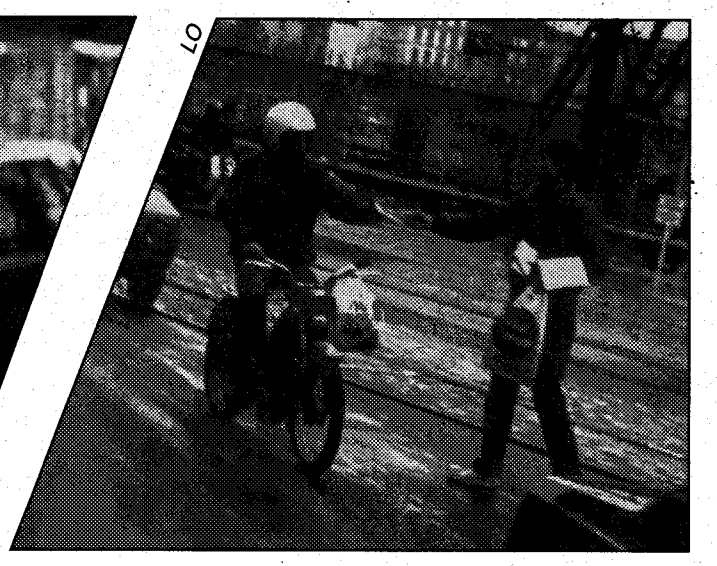
***

C'est cela qu'il faut avoir le courage de dire aujourd'hui. Les élections régionales du 22 mars peuvent en fournir l'occasion, et les travailleurs doivent la saisir.

LUTTE OUVRIERE présente des candidats ouvriers, dans 30 départements. Dans chacun de ceux-ci, les travailleurs pourront exprimer leur refus de cette politique de régression sociale, en votant pour des candidats qui n'ont jamais retourné leur veste, ni renoncé à leur idéal socialiste et communiste !

Faites entendre la voix des travailleurs, et partout où ces candidats se présentent, votez LUTTE OUVRIERE !

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER



LES RÉUNIONS PUBLIQUES DE NOTRE CAMPAGNE

avec les candidats de Lutte Ouvrière

MASSY-PALAISEAU
Vendredi 20 mars à 20 h 30
Salle du 1 mai, rue Appert

CORBEIL-ESSONNES
Jeudi 19 mars à 20 h 30
Maison des Associations
Salle Pierre Proudhon,
parc Chantemerle

RENNES
Vendredi 13 mars à 20 h 30
Maison de quartier de
Villejean à Rennes.

SAINT-NAZAIRE
Vendredi 13 mars à 20 h 30
Maison du Peuple.

SAINT-BRIEUC
Mercredi 18 mars à 20 h 30
Petite salle de Robien
à Saint-Brieuc.

ROUEN
Vendredi 20 mars à 18 h 30
Halle aux Toiles

LE HAVRE
Vendredi 13 mars à 18 h 30
Salle B, salles des sociétés
savantes.

DIEPPE
Samedi 14 mars à 16 h 30
Salle des réunions à la
Mairie.

DUNKERQUE
Samedi 14 mars à 16 h
Centre social, Maison de
quartier de l'Albeck.
à Grande-Synthe.

VALENCIENNES
Samedi 14 mars à 15 h
Centre culturel d'Anzin,
chemin des agglomérés.

LILLE
Vendredi 13 mars à 20 h 30
Salle sous le Beffroi de la
Mairie de Lille.

BEAUVAIS
Dimanche 15 mars à 15 h
Salle de l'ancien REX,
104 rue Notre-Dame du Thil

ANGERS
Mardi 17 mars à 20h 30
Salle Daviers,
boulevard Daviers

TOURS
Mercredi 18 mars à 20 h 30
Salle Anatole-France
(Hôtel de ville de Tours).

ORLEANS
Jeudi 19 mars à 20 h 30
Salle polyvalente de la
Madeleine,
103 Faubourg de
la Madeleine.

LIMOGES
Mardi 17 mars à 20 h 30
Salle Jean-Pierre Timbaud.

BOURGES
Mardi 17 mars à 20 h 30
Hôtel des syndicats.

BELFORT
Vendredi 13 mars à 20 h 30
Maison du peuple.

BESANCON
Jeudi 19 mars à 20 h 30
Salle Battant

DIJON
Mardi 17 mars à 20 h 30
salle Musigny,
Palais des Congrès.

CHALON-SUR-SAONE
Jeudi 19 mars à 20 h 30
Maison des syndicats,
salle n° 3.

SAINT-CHAMOND
Jeudi 19 mars à 18 h 30
Salle Jean-Renoir
(ex Hôtel-Dieu).

LYON
Mercredi 18 mars à 18 h 30
Salle La Cigale, 60, avenue
de Saxe
Lyon 3ème.

ROANNE
Jeudi 19 mars à 19 h
au Coteau,
salle du Foyer des Artistes

ANGOULEME
Jeudi 19 mars à 20 h 30
MJC de la Grande Garenne
rue Pierre Aumaître

BORDEAUX
Vendredi 20 mars à 20 h 30
Salle municipale
du grand Parc
avec Gérard Barthelemy

TOULOUSE
Vendredi 13 mars à 20 h 30
Salle municipale
22, allées de Barcelone.

MARSEILLE
Mardi 17 mars à 18 h 30
Salle Mazenod,
88 rue d'Aubagne (1er Adt)
Métro : Notre-Dame-du-Mont
ou Cours Julien

PERPIGNAN
Vendredi 20 mars à 20 h 30
Ecole Léon-Blum,
av. du Docteur-Schweitzer
Haut Vernet,
Perpignan

A PARIS,
VENDREDI 13 MARS à 20 h 30
MEETING
de soutien aux listes *Lutte Ouvrière* de l'Ile-de-France
avec la participation d'
Arlette LAGUILLER
Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, 75005 Paris
Métro : Maubert-Mutualité

RÉUNIONS AVEC ARLETTE LAGUILLER

— A CREIL
Samedi 14 mars à 20 h 30
Cinéma-Théâtre Creil-Centre - 1, rue Jules-Michelet
avec **Roland SZPIRKO**
ouvrier chez CHAUSSON, militant syndical,
Conseiller municipal de Creil.

— A ARGENTEUIL
Jeudi 19 mars à 20 h
Salle Maurice-Sochon,
rue Yves-Farges, quartier Joliot-Curie
avec **Patrice CRUNIL**, ouvrier-fraiseur à la SNECMA - Gennevilliers, militant syndical.

LE PS COULE ET MAUROY N'Y COMPREND GOUTTE

Mauroy, ancien Premier ministre et ancien Premier secrétaire du PS débarqué pour donner la place à Fabius, joue les philosophes devant la débâcle électorale qui s'annonce pour lui et ses amis. Samedi 7 mars, il expliquait à Lille l'impopularité du gouvernement en faisant appel à Archimède et son fameux principe : *"Tout pouvoir plongé dans la durée, subit une poussée proportionnelle au temps passé dans l'exercice du gouvernement"*.

Décidément, les dirigeants PS confondent tout : la gauche avec la droite et le fait de flotter - thème du principe d'Archimède - avec celui de couler.

Et Mauroy, qui appelle les socialistes *"à serrer les rangs"* face à *"l'incompréhension nouvelle et subite"* dont ils seraient victimes, ose attribuer la débâcle au fait que les électeurs auraient *"la tête ailleurs"*. Apparemment certaines têtes du PS sont bien près de perdre la boule.

ARC

Pierre Mauroy interpellé par un militant de Lutte Ouvrière. Le Premier ministre, bien que pas encore "usé par le pouvoir" (on était en septembre 1981), n'était pas très à l'aise.

LE PS ATTAQUE LA DROITE DANS SES TRACTS MAIS MENE SA POLITIQUE AU GOUVERNEMENT

Le Parti Socialiste ne préside que deux Conseils régionaux. Tous les autres sont présidés par la droite. Il a donc trouvé un thème électoral qui lui évite d'avoir à s'expliquer sur sa propre politique : tout ce qui va mal dans les régions, c'est à la droite qu'il faut l'imputer ! Bref, le PS est à prendre comme un parti d'opposition...

Le dépliant distribué dans le département de l'Oise, par exemple, où les socialistes ont choisi de faire campagne sous le slogan lumineux *"Picardie, plus fort la vie"*, ne fait pas dans la dentelle. Il titre *"1986-1992, 6 ans de coalition droite-Front national au Conseil régional... Triste bilan !"*

Suivent les divers paragraphes de l'acte d'accusation : *"Aujourd'hui 93 000 chômeurs en Picardie"*, *"Formation professionnelle : l'emploi sacrifié"*, *"Associations : l'asphyxie"*, *"les impôts les plus chers"*, *"L'environnement oublié"*, etc.

Comme si les socialistes n'avaient pas mené au gouvernement, et avec des moyens autrement plus importants que ceux des Conseils régionaux, exactement la même politique pro-patronale et anti-ouvrière que la droite a menée dans les régions !

Les représentants des listes de l'Ile de France, avec Arlette Laguiller.

LO

Les listes de Lutte Ouvrière pour les régionales du 22 mars

Des candidats travailleurs, des candidats militants

■ Les trente départements dans lesquels LUTTE OUVRIERE présente des candidats aux élections régionales du 22 mars représentent près de la moitié de l'électorat.

Nos listes sont déjà par elles-mêmes significativement différentes de toutes les autres. Et la liste que nous publions ci-dessous des candidats qui les conduisent en donne une idée.

Nos candidats ne sont ni des notables ni des gens de la bourgeoisie ; ils ne font pas partie de l'"establishment" politico-social. Ils sont, hommes et femmes (car près de la moitié - 43 % - de ces candidats sont des candidates), un reflet de la population laborieuse : ouvriers de l'industrie ou du bâtiment, techniciens, salariés des PTT ou des transports urbains, cheminots, employés de banque ou infirmières. Quelques-uns sont au chômage, d'autres ont atteint l'âge de la retraite. Une partie d'entre eux sont des enseignants, ou des mères de famille de milieux populaires.

Ce sont les préoccupations, les revendications des travailleurs qu'ils veulent faire entendre dans cette campagne, et d'autant plus légitimement qu'ils n'ont aucun lien, aucune complicité, avec le camp des nantis et des profiteurs. Au contraire, la plupart d'entre eux ont eu l'occasion dans leur entreprise de se faire les porte-parole de leurs camarades de travail, dans les combats quotidiens contre l'exploitation patronale comme lors de mouvements grévistes.

Le Parti Socialiste au pouvoir s'est fait le défenseur systématique des profits patronaux, de l'enrichissement des bourgeois, gros et moins gros. Il a pour cela tout mis en oeuvre, aggravant l'exploitation des travailleuses et des travailleurs, organisant la régression de la condition ouvrière , s'attaquant aux protections et aux acquis des luttes du passé, laissant le chômage et la misère s'étendre.

Les candidats de Lutte Ouvrière dénoncent cette politique.

Ils affirment en même temps que, malgré les onze années d'une politique du Parti Socialiste qui a porté une série de mauvais coups aux idées socialistes, communistes, il existe un courant de travailleurs dans ce pays qui, eux, entendent leur demeurer fidèles et qui refusent de laisser parler en leur nom ceux qui les bafouent.

Voter pour les listes LUTTE OUVRIERE, ce sera dire oui à la défense et au renouveau des idées et des valeurs du mouvement ouvrier.

ILE-DE-FRANCE

Paris : **Chantal CAUQUIL**, 42 ans, employée d'assurances aux AGF.
Seine-et-Marne : **Daniel LIOUBOWNY**, 40 ans, mécanicien-monteur à l'usine SNECMA de Villaroche.
Yvelines : **Daniel BENARD**, 49 ans, mécanicien d'entretien à l'usine Renault de Flins.
Essonne : **Yves THORAVAL**, 55 ans, préparateur en fabrication à la SNECMA-Corbeil.
Hauts-de-Seine : **Michel BRETON**, 44 ans, agent technique à Alcatel-Colombes.
Seine-Saint-Denis : **Jean-Louis GAILLARD**, 47 ans, ouvrier de la chimie à Roussel-Uclaf-Romainville.
Val-de-Marne : **Serge FRANCESCHINA**, 44 ans, ouvrier de la chimie à Rhône-Poulenc - Vitry-sur-Seine
Val-d'Oise : **Patrice CRUNIL**, 38 ans, ouvrier-fraiseur à l'usine SNECMA de Gennevilliers.

AQUITAINE

Gironde : **Gérard BARTHELEMY**, 52 ans, employé hospitalier.

BOURGOGNE

Côte-d'Or : **Jacqueline LAMBERT**, 50 ans, ouvrière à la Bourgogne-Electronique à Dijon.
Saône-et-Loire : **Marie-Thérèse DEROCHE**, 40 ans, ouvrière métallurgiste.

BRETAGNE

Côtes-d'Armor : **Martial COLLET**, 32 ans, ouvrier métallurgiste à l'usine Chaffoteaux, à Saint-Brieuc.
Ille et Vilaine : **Raymond MADEC**, 41 ans, infirmier (CHR de Rennes).

CENTRE

Cher : **Colette CORDAT**, 39 ans, infirmière à l'hôpital de Bourges.
Indre-et-Loire : **Jean-Jacques PRODHOMME**, 38 ans, ouvrier électricien.
Loiret : **Christiane HAUCHERE**, 43 ans, employée aux chèques postaux Orléans La Source.

FRANCHE-COMTE

Doubs : **Christian DRIANO**, 41 ans, ouvrier ajusteur aux usines Peugeot de Sochaux, conseiller municipal de Montbéliard.
Territoire-de-Belfort : **Gérard BELOT**, 43 ans, ouvrier professionnel à GEC-Alsthom.

HAUTE-NORMANDIE

Seine-Maritime : **Gisèle LAPEYRE**, 41 ans, laborantine.

LIMOUSIN

Haute-Vienne : **Claudine ROUSSIE**, 41 ans, infirmière.

MIDI-PYRENEES

Haute-Garonne : **Anne-Marie LAFLORENTIE**, 43 ans, employée de bureau.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Nord : **Nicole BAUDRIN**, 39 ans, sage-femme.

PAYS-DE-LOIRE

Loire-Atlantique : **Marie-France BELIN**, 48 ans, employée.
Maine-et-Loire : **Marie-Louise DUPAS**, 42 ans, infirmière au CHRU d'Angers (liste soutenue par la Ligue Communiste Révolutionnaire).

PICARDIE

Oise : **Roland SZPIRKO**, 46 ans, ouvrier à Chausson-Creil, conseiller municipal de Creil.

POITOU-CHARENTES

Charente : **Michel DEBŒUF**, 43 ans, ouvrier métallurgiste.

PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR

Bouches-du Rhône : **Patrick GRENIER**, 36 ans, ouvrier électricien.

RHONE-ALPES

Isère : **Roland CALMEL**, 47 ans, ouvrier de la chimie à RhônePoulenc-Pont-de-Claix.
Loire : **André MOULIN**, 43 ans, employé.
Rhône : **Marie-Christine PERNIN**, 40 ans, laborantine à l'hôpital Ed-Herriot à Lyon.

Perpignan :
un candidat de Lutte Ouvrière aux élections cantonales

Liberto PLANA,

34 ans, employé d'hypermarché, militant syndical, conseiller prud'homme, sera le candidat de Lutte Ouvrière dans le canton de Perpignan I.

UNE SEMAINE EN CAMPAGNE POUR LES LISTES DE LUTTE OUVRIERE

Pour se faire entendre, pour savoir ce que pensent les électeurs populaires, les candidats et les militants de Lutte Ouvrière n'ont pas besoin d'instituts de sondage. Notre campagne ne passe ni par les relations politiques ou personnelles du milieu des notables, ni par coups de téléphone avec "chers amis", ni par le soutien plus ou moins ouvert des média.

Nos camarades et sympathisants sont tous simplement sur le terrain. Dans leur entreprise d'abord, qu'ils connaissent bien, et puis dehors, sur les marchés, à la porte des grands magasins, à la sortie des gares de banlieue, dans les cages d'escalier des HLM qui entourent les villes. Au travail et après le travail, ils cherchent à rencontrer la population là où elle se trouve. Ils cherchent le contact avec les ménagères, les retraités, les chômeurs, les employés, les intérimaires, bref, ceux qui sont précisément la cible depuis près de vingt ans de tous les gouvernements qui se sont succédé.

Et là ils n'ont pas besoin de sortir d'une école de journalisme pour contacter, entendre, ressentir l'amertume, l'écoeurement d'une partie toujours croissante de la population travailleuse.

Les élections régionales ? La plupart des gens ne se sentent pas concernés. Régionales ? Cantonales ? Pourquoi ? Qui ? Ils savent seulement qu'on va leur demander de voter et, première évidence, beaucoup n'en ont plus envie.

"TOUS DES POURRIS !"

Nous ne sommes pas des statisticiens, nous nous bornons à rapporter des réflexions maintes fois entendues et répétées : *"Cette fois-ci, je ne voterai plus. J'en ai assez, ce sont tous les mêmes. Ils se valent, ils ne font rien pour nous"* - *"Tous des pourris. Je ne me ferai plus avoir..."* - *"Je suis trop écœuré"*, etc. Jusqu'à cette solide ménagère qui nous a affirmé en conclusion : *"A l'avenir, je voterai pour moi, sur un bulletin blanc. C'est fini, je ne voterai plus pour personne d'autre"*.

Le vote blanc, cela tente certains. Ils n'en sont pas très satisfaits, mais comment montrer leur dégoût ?

Bien sûr, il y a ceux, et nous en avons rencontré, anciens électeurs du PS ou du PC, qui nous ont dit : *"Je voterai Le Pen, parce que c'est la meilleure façon de les emmerder tous"."Bien sûr que je ne suis pas lepéniste, d'accord je sais qu'il est milliardaire, qu'il veut supprimer le SMIC, le RMI, etc., mais il n'y a que ça, que ce vote qui "les"* (le gouvernement, les politiciens, le PS, le PC ? NDLR) *fera ch..."*.

Evidemment, il faut argumenter, discuter, convaincre, avancer pied à pied, montrer qu'en votant Le Pen pour embêter les autres, ils votent contre eux-mêmes et n'embêteront personne. Parce que Le Pen n'est pas né de rien, après des années de galère, il n'est devenu une force électorale que parce que les "autres", tous les autres, à gauche comme à droite, lui ont préparé le terrain. Et ils préfèrent le payer aujourd'hui électoralement que de renoncer à leur politique.

VOTER LO... OU ÉCOLO ?

Et puis il y a ceux qui nous disent : *"Vous avez raison, c'est bien ce que vous dites. Mais vous êtes trop petits. Voter pour vous, c'est perdre sa voix !"* D'abord, on ne perd jamais sa voix quand on dit ce qu'on a sur le coeur. Ensuite qu' y a-t-il de plus inutile, de plus vain, de plus consternant que de voter pour des gens de gauche... qui en profitent pour faire la politique de la droite ? Où est le vote utile, dans ce guet-apens ? En fait, c'est en acceptant de voter pour des minoritaires qu'on leur donne leur chance de grandir. Et il faut la leur donner.

Parmi tous ceux qui s'interrogent, il y a ceux qui sont tentés de voter "écolo". Ce n'est pas d'enthousiasme ; nous n'avons quasiment nulle part rencontré de futurs électeurs écologistes convaincus. Ce sont plutôt des gens désorientés, quelques jeunes sans tradition politique précise, vaguement intéressés par les discours écologistes, et bon nombre d'ex-électeurs PS désorientés, malheureux, qui ne veulent pas s'abstenir par réflexe "civique", qui ne veulent en aucun cas soutenir Le Pen ou même la droite dite libérale, mais qui ne savent pas pour qui voter. Lutte Ouvrière ? Trop engagée, trop extrême. Ecolo ? *"Ce qui est gênant c'est qu'on ne sait vraiment pas de quel bord ils sont, mais ils défendent l'environnement. Alors écolos, peut-être, peut-être ?"*.

En réalité, dans les milieux populaires, le vote écolo n'a pas trop la cote. Certains y pensent comme à une expérience à tenter, surtout pour les Régionales, sans retentissement direct sur le pouvoir réel. Mais c'est un vote qui laisse beaucoup de monde sur sa faim. Dans les entreprises, dans les HLM, une certaine méfiance règne. *"Les écolos ne sont pas de notre monde à nous"*.

UN VOTE OUVRIER

Et c'est vrai que, pour les militants de Lutte Ouvrière, l'un des arguments qui portent est celui d'un vote ouvrier, sur une liste de travailleurs. Car les grands perdants des dix dernières années de gouvernement soi-disant socialiste, ce sont les travailleurs, leurs familles, les retraités, les chômeurs, les ménagères, les jeunes en intérim, etc. Et sur ce terrain-là, Lutte Ouvrière ne rencontre guère de concurrence. Des candidats, travailleurs comme tout le monde, partageant les difficultés et les problèmes de toute la population laborieuse, engagés dans le combat syndicaliste et ouvrier, il faut dire que, dans cette bataille politique où tous les partis ont été épinglés pour fausses factures, affaires douteuses, commissions et compromissions, nos listes font figure d'exception et à juste titre.

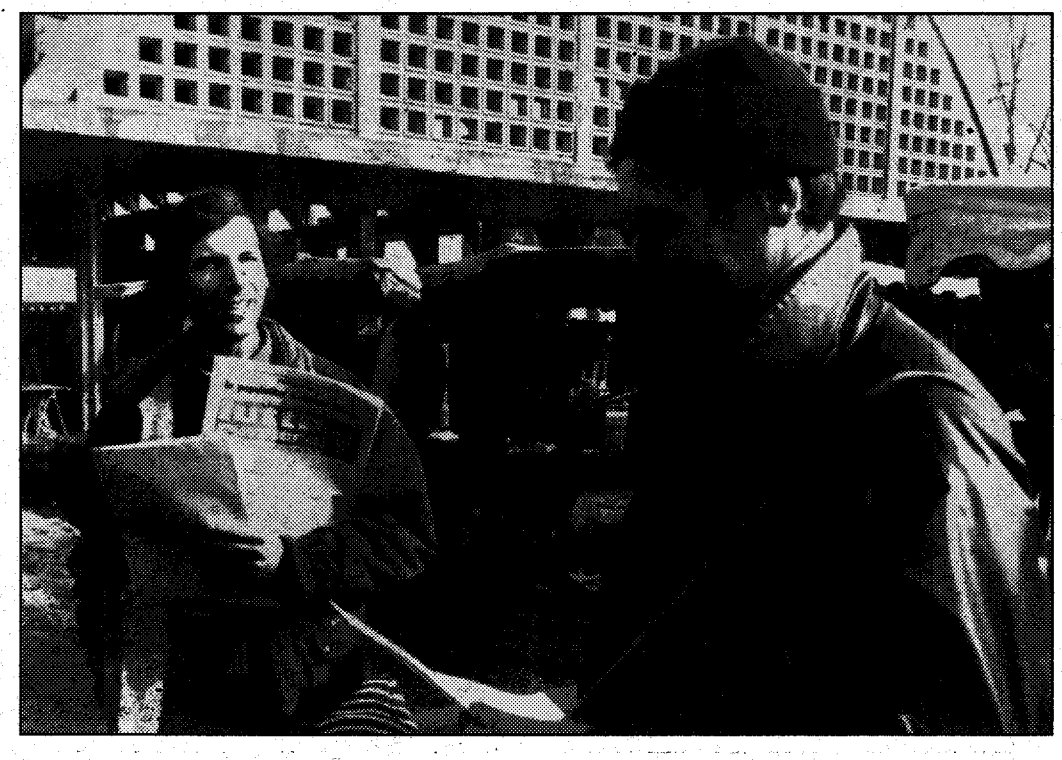
Désorientés, démoralisés depuis dix ans par les revirements de ceux qu'elle avait, par ses votes, portés au pouvoir, la classe ouvrière, aujourd'hui, reconnaît ses militants intègres. Et nous le constatons tous les jours - même si cela ne se traduira pas forcément par un vote de classe - cela entraîne une sympathie et une estime qui pèseront de tout leur poids demain, en cas de remontée de la combativité ouvrière.

Enfin, il y a les électeurs PC, ceux qui nous disent : *"Vous avez raison, le PC se traîne derrière le PS, mais je voterai quand même pour le PC."* C'est vrai, reconnaissent certains, en votant la censure on aurait pu empêcher le PS de gouverner, mais *"jamais nous n'accepterons la responsabilité de remettre la droite au pouvoir !"* Que répondre a tant d'aveuglement ? Nous laisserons la parole à ce vieux militant PC, 80 ans, retraité, qui nous a déclaré, à propos de la censure - que selon lui il aurait fallu voter : *"Ca ferait peut-être revenir la droite, mais on n'en a rien à foutre, de toute façon, c'est pareil !"*.

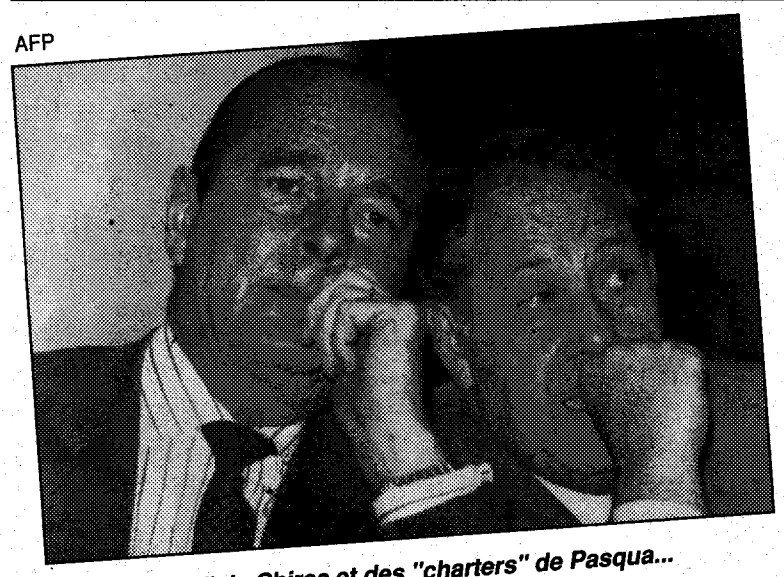
Des échos de la campagne, il y en a d'autres, beaucoup d'autres, mais l'immense majorité accuse gravement le gouvernement socialiste d'être responsable de l'appauvrissement général et des difficultés de la population laborieuse.

C'est pourquoi, en nous présentant, nous avons la conviction de représenter une autre politique, un autre avenir, d'autres perspectives pour la classe ouvrière.

Colette BERNARD
LO



AFP



Des "odeurs" de Chirac et des "charters" de Pasqua...

Droite et gauche face à l'extrême-droite

Deville/GAMMA

... jusqu'aux "camps de transit" de Marchand, Le Pen a de drôles d'adversaires !

LES PARAVENTS TROUÉS

Dans cette campagne électorale des Régionales, il n'y a pas que la gauche qui ait beaucoup fait pour se présenter comme un paravent anti-Le Pen. La droite, à qui le Front National taille des croupières en tapant dans son électorat et qui a beaucoup à perdre à la montée électorale de l'extrême-droite, a toutes les raisons, au moins jusqu'aux élections des présidents de régions et à la constitution de majorités au sein des Conseils régionaux, de crier à qui veut bien l'entendre qu'elle ne fera aucune concession au parti de Le Pen.

C'est le maire de Lyon, Michel Noir, qui pour le moment a été le plus loin, jusqu'à manifester dans la rue contre la venue du leader du Front National dans la ville qu'il administre, après lui avoir refusé une salle. Pour qu'on l'y remarque bien, il est venu en cours de manifestation rejoindre la tête du cortège, avec quelques-uns des conseillers municipaux de son bord, l'écharpe tricolore en bandoulière.

Certes, on peut admettre qu'il y ait des politiciens qui aient une âme, même dans la droite. Michel Noir avait déclaré il y a maintenant quelques années qu'il préférait *"perdre les élections que perdre son âme"*, à un moment où son parti, le RPR, avançait dans les brisées de la démagogie anti-immigrés du Front National. Cela ne tombait pas trop mal pour lui, car il n'avait pas eu besoin pour autant de perdre les élections, et cela l'avait au contraire aidé, à Lyon, à prendre des voix au centre et à la gauche, ce qui lui a valu de devenir maire de la ville. Mais cela ne doit pas faire oublier que Michel Noir, qui était ministre de Chirac au temps de la "cohabitation" de 1986 à 1988, avait pour collègue un dénommé Pasqua, illustre entre autres pour son *"charter pour le Mali"*, et qu'il ne paraissait pas particulièrement gêné à l'époque par cette promiscuité. En tout cas pas au point de démissionner.

Chirac, l'ancien patron de Michel Noir, si on en croit ses discours d'aujourd'hui, serait lui aussi un anti-Le Pen farouche. C'est sûrement vrai, du moins dans le sens où Chirac et toute la droite traditionnelle, qui espéraient une alternance les ramenant au gouvernement après l'usure de la gauche, voient s'éloigner l'espoir de conquérir la majorité, dans la mesure où les voix se portent sur les écologistes et sur l'extrême-droite.

Le maire de Paris vient encore d'accuser Mitterrand, dans un meeting à Savigny-sur-Orge lundi 9 mars, d'agir *"en bon jardinier de l'extrême-droite"*. L'auteur de la petite phrase sur *"les odeurs"*, choisit le flanc sur lequel faire porter sa critique de l'extrême-droite. Il reproche à Mitterand d'avoir instauré la proportionnelle, permettant ainsi au Front National d'être représenté au Parlement de 1986 à 1988. Car, plus que les idées d'extrême-droite — qu'il sait à l'occasion reprendre — et les voix que celles-ci recueillent, ce qui gêne Chirac, ce sont les sièges qui lui passent sous le nez, à lui et à sa bande. Et ce que Chirac a aussi reproché à Mitterand au cours du même meeting est d'avoir évoqué *"délibérément le vote des immigrés chaque fois que le Front National donnait des signes de faiblesse"*. Qu'on ne s'y trompe donc pas, le chef du RPR garde le cap, et ce n'est pas parce qu'il est anti-Le Pen le temps d'une campagne qu'il renonce à la démagogie anti-immigrés.

Il est vrai que "l'anti-lepénisme" de la droite ne diffère pas fondamentalement de celui du Parti Socialiste. Les uns comme les autres, sous la pression d'une opinion raciste qui se développe, sont prêts à céder à celle-ci et n'ont pas craint de le prouver à différentes reprises. Qu'est-ce qu'ils ne feraient pas pour avoir des voix, pour conserver leurs postes ou pour accéder au pouvoir ? Si Pasqua a inventé le *"charter pour le Mali"*, c'est Edith Cresson qui a invoqué les *"charters humanitaires"*, et c'est son ministre de l'Intérieur, Philippe Marchand, qui a tout fait pour légaliser les *"camps de transit"*, hors de tout contrôle judiciaire. Et surtout le Parti Socialiste, tout comme l'avaient fait les partis de droite, a géré la situation qui aujourd'hui se traduit par trois millions de chômeurs. Il a pris le relais de la droite pour mener au gouvernement la politique qui a alimenté les caisses des patrons et vidé les porte-monnaie de travailleurs. Et il est de ce fait responsable d'une situation de désespoir, où les idées les plus réactionnaires - racisme compris - ont le vent en poupe, portant sur le devant de la scène une organisation qui, comme le Front National, va puiser ses idées dans l'attirail fasciste.Et ce sont ces partis qui se présentent aujourd'hui comme des paravents contre le Front National.

Tous ceux qui penseraient, grâce à eux, s'abriter du danger d'extrême-droite, n'auraient pas fini de déchanter. Les dix dernières années, où la progression du Front National n'a pas cessé, devraient pourtant les éclairer sur l'efficacité qu'on peut attendre d'eux, sur ce plan, dans l'avenir.

Louis GUILBERT

Histoire marseillaise

Bernard Tapie a eu une révélation - encore une ! Il vient de constater *"qu'il s'était trompé de campagne"* en l'axant uniquement contre Le Pen, alors dit-il qu'il aurait fallu parler des causes de la montée des votes en faveur de l'extrême-droite ; du chômage, par exemple !

L'erreur est humaine et, comme chacun sait, même Tapie est un homme, c'est même l'homme de l'OM. Il avait cru naïvement, le pôvre, que son action en faveur de l'emploi était suffisamment connue, donc qu'il n'avait pas besoin de la rappeler. Eh bien, ce n'était pas le cas. Il y a même des gens - eh oui ! - qui ont plutôt gardé le souvenir d'un Tapie créateur de chômeurs.

Voici donc le "gagneur" qui s'autocritique. Il n'est plus le Zorro de PACA (Provence-Alpes-Côte-d'Azur), il est maintenant le moins que zéro. Il est vrai que les sondages ne le donnent qu'en troisième place. Alors il se refait une pub en donnant désormais dans l'humilité, une humilité un tantinet exhibitionniste. Et voilà Tapie qui fait la manche dans le style : "T'as pas une voix, pour un pauvre candidat sincère et honnête ?". Les histoires marseillaises ne sont pas toujours drôles !

AFP

LA VÉRITABLE NATURE DES ÉCOLOGISTES

Des politiciens comme les autres : voilà l'image que donnent de plus en plus nettement les écologistes. Les deux branches concurrentes du mouvement, la verte de Waechter et la rose-verte de Lalonde, rivalisent en effet en magouilles politicardes.

Il y a d'abord eu la désignation des candidats eux-mêmes. Côté Waechter, ces amis de l'air pur n'ont pas eu le nez trop sensible. Ainsi la liste du Var est conduite par un certain Michel Pizzole que ses liens avec des petits notables racistes et sa complaisance à l'égard du Front National avait fait déclaré en mars 1991 *"inéligible pour tout mandat interne ou externe pendant deux ans"* par la commission des conflits du parti des Verts. Mais Waechter en a décidé autrement, préférant guigner les voix, même les plus douteuses, des écolos... coloniaux !

Côté Lalonde, on n'est pas très regardant non plus. La tête de liste du Var, Chabasson, est un ancien conseiller de Chirac et de Barre, reconverti ensuite directeur de cabinet du ministre Lalonde. Dans l'Oise c'est Stoleru, ancien ministre de Giscard puis de Rocard et directeur du journal européen de l'escroc Maxwell il y a encore quelques mois, qui s'est découvert vert. A propos de Génération Ecologie, ce serait Génération spontanée...

Et puis il y a les tractations pour se partager les places après les élections. Waechter a ainsi rencontré Fabius, afin de lui proposer de faire voter les Verts pour lui au Conseil régional de Normandie en échange d'une promesse de cuisiner une proportionnelle pas trop anti-Verts pour les prochaines législatives. Quant à Lalonde, il marchande déjà en demandant une représentation élargie dans le prochain gouvernement socialiste...

Ceux qui apprécient l'eau et les idées claires feraient bien de chercher ailleurs.

Pierre VERNANT

Vient de paraître

Texte de l'intervention d'Arlette Laguiller du vendredi 14 février 1992 à la MUTUALITÉ à Paris

Prix 10 F
Envoi contre 12 F en timbres

Gamma

La vente des actions d'Elf-Aquitaine

LA BONNE OCCASE POUR LES RICHES

Le 13 mars, le gouvernement vendra 5 780 000 actions d'Elf-Aquitaine, représentant 2,3 % du total des actions du groupe pétrolier. La participation directe de l'Etat tombera ainsi à 51,5 % du capital d'Elf.

Voilà de quoi allécher les milieux financiers puisque, malgré la faiblesse actuelle des prix pétroliers, Elf-Aquitaine s'est débrouillé pour réaliser un bénéfice net de 9,8 milliards en 1991, ce qui n'est quand même pas mal en pleine récession !

Il faut dire qu'Elf-Aquitaine n'est pas vraiment une PME. Ses activités s'étendent dans toutes les branches de la pétrochimie et de la chimie tout court, ainsi que de la pharmacie et des industries associées. Depuis dix ans, comme bien des grandes entreprises, Elf a profité du crédit et des profits faciles pour racheter de multiples entreprises, en France et à l'étranger. Elle s'est également associée à d'autres pour conquérir de nouveaux marchés. Ses dirigeants se vantent d'être les premiers à avoir obtenu le droit de prospecter du pétrole pour leur propre compte sur le territoire de la CEI. Sans parler, bien sûr, des multiples avantages que leur réserve la protection de l'impérialisme français, au Gabon ou ailleurs. Bref, il s'agit d'une véritable multinationale dont les profits ont de quoi allécher.

D'ailleurs, depuis 1986, même si cela s'est fait de façon moins visible qu'aujourd'hui, la part des capitaux privés dans Elf-Aquitaine n'a cessé d'augmenter. A cette date, en effet, l'Etat contrôlait 66 % du capital d'Elf. Depuis, par le jeu d'émissions successives de nouvelles actions auxquelles l'Etat n'a pas souscrit, la part détenue par des actionnaires privés a augmenté, et du même coup les dividendes qu'ils encaissent.

Mais Bérégovoy a concocté en prime, pour le 13 mars, un joli cadeau aux milieux financiers.

En fait, c'est en décembre 1991 que la vente avait été initialement prévue. Le cours de l'action Elf était alors à 410 F. Et, en dernière heure, la vente avait été repoussée en raison de la mauvaise tenue du marché, avait dit à l'époque le ministère des Finances.

Depuis, le cours de l'action Elf a baissé à 360 F l'unité. Cette fois-ci, il n'est plus question de repousser la vente parce que, par exemple, il serait mieux d'attendre de pouvoir vendre à un meilleur prix. Au contraire. Il faut croire que c'est ce que Bérégovoy attendait ; une baisse suffisante du cours pour justifier une ristourne aux acquéreurs ; c'est un cadeau additionnel de 50 F par action, soit un total de 289 millions de francs, que les nouveaux actionnaires n'auront pas à débourser.

Quant au profit de la vente, 2,08 milliards de francs, Bérégovoy a dit qu'il servirait à financer le plan emploi de Martine Aubry. Autrement dit à financer la transformation des petits boulots en institution protégée et subventionnée par l'Etat. Rien en tout cas qui créera de vrais emplois permettant, ne serait-ce qu'à une partie, des chômeurs, de vivre décemment.

Non, pour ce qui est de créer des emplois, Bérégovoy se montre beaucoup moins inventif que pour trouver des prétextes à faire des cadeaux aux capitalistes. **F.R.**

TETES COURONNEES

Le petit-fils du "roi du textile" belge a été rendu à sa famille, moyennant une rançon qui serait de l'ordre de 45 millions de francs français.

Prendre un enfant en otage, c'est barbare. Mais qu'il y ait encore à notre époque des rois, du textile ou d'autre chose, ça aussi ça nous ramène à ce qui devrait être le passé de l'humanité. Les exproprier au profit de la collectivité, ce serait un pas vers la civilisation.

CIRCULEZ, IL N'Y A PLUS RIEN A ENCADRER

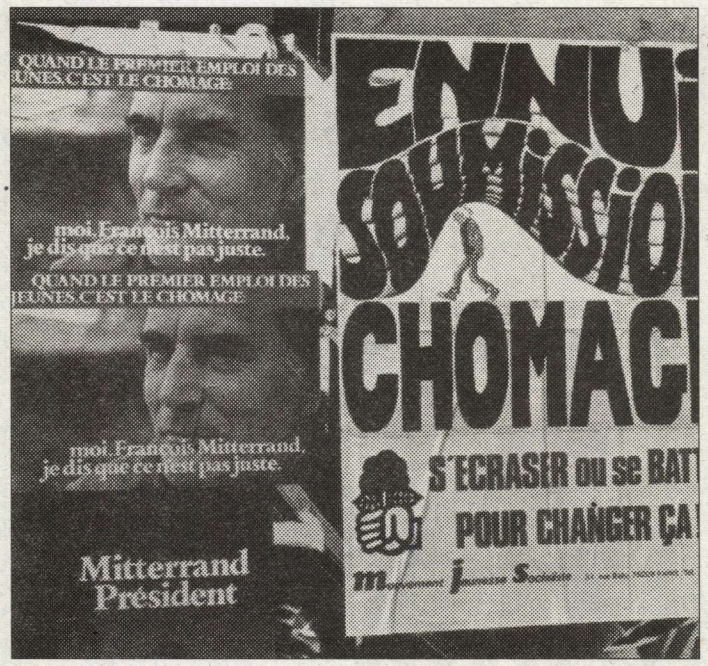
Un sondage intitulé "Cadroscope", révèle que la moitié des cadres s'estiment menacés dans leur poste actuel. En 1991, ils ont été 12 % à connaître des licenciements collectifs et 40 % à ne pas être augmentés.

Si ça peut aider certains à comprendre qu'entre leur patron et les travailleurs qu'ils encadrent, ils peuvent choisir le bon camp, tout n'est pas perdu. Chômage, bas salaires, non rien n'est fatal.

LE SPORT SUR LA DERNIERE MARCHE

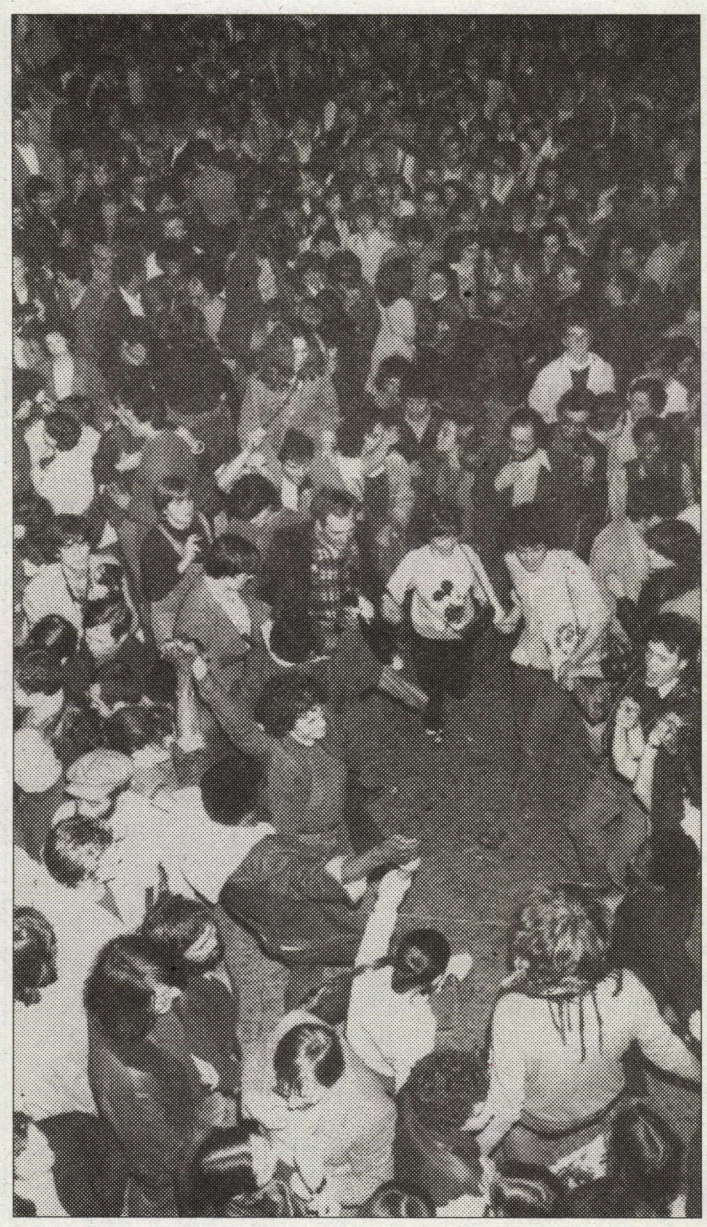
Emoi dans le cyclisme : Jeannie Longo qui souhaite concourir au prochains Jeux Olympiques veut utiliser le matériel dont elle se sert d'habitude, ce qui semble être son droit. Mais la Fédération française de cyclisme refuse, car elle est sponsorisée par une autre marque de pédales. Tant pis si la championne est moins à l'aise, elle devra se plier à la loi du pognon.

Quant à courir à titre individuel, c'est impossible, seules les équipes nationales sont admises : nationalisme d'abord ! Que le chauvinisme et l'argent passent avant le sport, on le savait, mais cette fois ça a le mérite d'être clair.



Arc

Avant les élections : les belles promesses...



AFP

Les supporters de Mitterrand dansent de joie à la Bastille...

AFP

... après la victoire de celui-ci.

DIX ANS DE REGRESSIO ENTRE LE PATRONAT E

Remontons en arrière, il y a dix ans, quand les socialistes au gouvernement bénéficiaient encore un peu de ce qu'ils appelaient religieusement "l'état de grâce", c'est-à-dire quand les électeurs qui avaient porté Mitterrand à la présidence attendaient encore des socialistes une politique de gauche.

Supposons qu'un organisme de sondage ait alors osé demander à un échantillon représentatif de salariés : *"Que se passera-t-il, à votre avis, si en 1992, sous un second septennat Mitterrand, il y avait, simple supposition, un million de chômeurs de plus, la généralisation du travail précaire pour les jeunes, une nouvelle crise du logement, la diminution des prestations sociales, le retour aux soupes populaires et un pouvoir d'achat des salariés ayant baissé de 20 à 25% ?"*.

La plupart des sondés auraient sans doute pensé que l'enquêteur plaisantait, tout en ajoutant la seule réponse de bon sens imaginable alors, à savoir que, dans une telle situation, cela allait sans dire, il y aurait la grève générale comme en 1968 ou en 1936, voire quelque chose qui ressemble à la révolution.

Les dix ans ont passé. Il n'y a pas eu de grandes vagues de grèves et, pour l'heure, les opinions extrêmes se sont plus manifestées à droite qu'à gauche.

UN MILLION DE CHOMEURS EN PLUS

Et pourtant, les faits sont là. Le chômage est passé de 2 millions de demandeurs d'emplois, recensés en octobre 1982, à près de 3 millions dix ans plus tard. Le blocage des salaires, inauguré en juin 1982 par Bérégovoy, a été renforcé d'un nouveau plan d'austérité et de rigueur avec Delors en 1983, pour entrer depuis dans les mœurs gouvernementales, droite ou gauche confondues.

En 1983 et 1984, le gouvernement socialiste avait autorisé les grandes entreprises à supprimer des dizaines de milliers d'emplois. C'était la première vague de licenciements massifs qui déferlait sur le monde du travail, avec la bénédiction gouvernementale. Aujourd'hui, on en est à la deuxième vague, peut-être encore pire que la première. Dans les entreprises "dégraissées", comme disent les industriels dans leur langage d'équarrisseurs, l'exploitation s'est intensifiée. Les heures supplémentaires cohabitent avec les emplois partiels payés en dessous du SMIC. Le travail en équipe se généralise, les cadences sont plus dures, les sanctions plus lourdes, mais les indemnités de chômage et les primes de licenciement toujours plus légères.

Le chômage se fait sentir dans les banlieues populaires où la petite délinquance et le délabrement des cités se sont aggravés. Les soupes populaires, les sans-logis et l'abbé Pierre sont réapparus.

Comment en est-on arrivé là ?

Le chômage et la détérioration de la condition ouvrière seraient-ils le résultat du simple jeu des lois économiques, devant lesquelles, malgré toute leur "bonne volonté", les ministres socialistes se sont retrouvés impuissants ?

Eh bien non, pas du tout. Le chômage ne s'est pas installé "naturellement", à la suite de la faillite d'une multitude de patrons qui en auraient été réduits à vendre leur chemise. Les entreprises vont peut-être mal, mais les patrons se portent bien. On peut déposer un bilan, mais rester un actionnaire prospère et faire fructifier sa fortune ailleurs, de façon spéculative de préférence.

LES CHOIX DU PATRONAT ET DE L'ETAT

Les prétendues lois du marché sont tout sauf "naturelles". En l'occurrence elles ont été grandement aidées par en haut,

DEUX EXEMPLES D'UNE POLITIQUE AN

● 1981, la face cachée des 39 heures

En juillet 1981, le gouvernement socialiste - qui comprend aussi quatre ministres communistes - un mois et demi après l'élection de Mitterrand, se flatte de mettre en œuvre des mesures dites sociales, en particulier le temps de travail à 39 heures par semaine.

En ce mois de juillet il ne s'agit pas encore d'une loi, mais seulement d'un *"protocole sur la durée du travail"*, conclu entre le patronat et les syndicats (sauf la CGT, qui revendique les "38 heures tout de suite"). Ce protocole, signé le 17 juillet, prévoit une semaine de travail officielle de 39 heures, la généralisation de la cinquième semaine de congés payés (déjà en vigueur dans la plupart des grosses entreprises) et des discussions par branche professionnelle.

Mais cette négociation sur la semaine de 39 heures est ambiguë et piégée à plus d'un titre.

Tout d'abord, le protocole ne précise pas s'il s'agit de 39 heures avec maintien ou non du salaire. Une réduction d'une heure de travail, 46 ans après la loi de 1936, qui plus est en pleine période de chômage (qui a largement dépassé en 1981 un million et demi de chômeurs), sans garantie du salaire précédent, ce n'est pas exactement une avancée sociale !

C'est si vrai qu'il faudra une série de débrayages et de grèves en janvier et début février 1982, sur le maintien du salaire, pour que Mitterrand finisse par assurer publiquement, le 10 février, que *"pas un travailleur ne doit craindre pour son pouvoir d'achat à la suite de l'application des trente-neuf heures"*. L'inflation, puis les mesures de blocage des salaires quelques mois plus tard, réduiront ces assurances à néant.

Mais le décret gouvernemental du 15 février 1982, qui fait entrer en application les 39 heures, va être vidé de son contenu un tant soit peu progressiste par un autre artifice.

L'accord syndicats-patrons du 17 juillet 1981 prévoyait, conjointement aux 39 heures, la création d'un contingent annuel de 130 heures supplémentaires par salarié, non soumis à l'autorisation de l'inspection du travail comme c'était le cas jusqu'à présent. Les autorisations étaient bien sûr souvent accordées jusque-là, mais le nouveau protocole assurait une facilité supplémentaire au patronat.

L'ordonnance gouvernementale du 15 février 1982 établie par Jean Auroux reprit les grandes lignes de l'accord du 17 juillet, mais en aggravant cette dernière clause. En plus de ce contingent de 130 heures "libres" (non soumises à autorisation), des heures supplémentaires pouvaient être accordées par l'inspection du travail jusqu'à un maximum de 199 heures par an. Il fallait seulement que ces heures supplémentaires "supplémentaires", en quelque sorte, soient récupérées dans l'année pour moitié en repos compensateur. Mais la loi, évidemment, ne précisait pas comment des ouvriers, embauchés sous contrat précaire ou en intérim, pourraient exiger de tels repos compensateurs à l'issue de leur période d'embauche.

Ces clauses purent paraître mineures à l'époque. Mais elles ouvraient une brèche et préfiguraient les mesures de flexibilité du temps de travail qui seraient renforcées sous le gouvernement Chirac.

N SOCIALE CONCERTEE T LE GOUVERNEMENT SOCIALISTE

par des choix étatiques et gouvernementaux, eux-mêmes dictés par les choix des états-majors de la haute finance et de la grande industrie. Ceux qui se donnent le titre de "décideurs" sont bien incapables de décider du relèvement et de la croissance de l'économie, mais semblent en revanche parfaitement aptes à planifier et à rationaliser les crises, au détriment des exploités et des plus démunis, à décider de qui on appauvrit et de qui on enrichit.

Le patronat privé ne saurait se passer de l'aide comme de la coopération active de l'Etat, dans la guerre économique qu'il mène à la classe ouvrière en période de récession économique. Et dans le domaine de la coopération financière et juridique de l'Etat, tout compte, et se compte par milliards : le blocage des salaires ou la limitation de leur hausse à un ou deux pour-cent de moins que l'inflation, l'allégement des charges sociales et les dégrèvements d'impôts aux entreprises, l'inverse pour les salariés et les retraités, les manipulations du "déficit" du budget de la Sécurité sociale, les placements financiers des fonds publics, la modification de tel ou tel article de loi permettant aux patrons de contourner le code du travail, etc., etc.

La force de frappe économique et financière de l'Etat est énorme, et les exigences de la bourgeoisie à l'égard des politiciens qu'elle tolère au gouvernement sont à l'avenant.

C'est activement, en toute connaissance de cause, que le gouvernement socialiste a été partie prenante, aux côtés du capital et de la finance, dans la guerre économique qui s'est menée contre le monde du travail.

En outre, ce n'est pas "progressivement", contraint par la "réalité" économique, que le gouvernement socialiste en aurait rabattu pour, peu à peu, renoncer à son "programme" (au demeurant fort flou) et pour, à son corps défendant, au fil des ans, s'adapter aux "nécessités économiques de l'heure". Là non plus, pas du tout.

C'est d'emblée, brutalement, un an après l'élection de Mitterrand, en juin 1982, que le gouvernement socialiste a mis au point, en accord avec le CNPF, les pires mesures anti-ouvrières, en attaquant sur tous les fronts sociaux à la fois, selon un plan d'ensemble soigneusement concerté. Toutes les mesures anti-sociales qui ont été prises depuis, y compris par la droite sous Chirac, n'ont été que des prolongements de ce premier plan de mesures.

"Le socialisme n'est pas ma bible" déclarait Mitterrand sans complexe, dès 1983, pendant que la droite, pourtant dans l'opposition, reconnaissait au gouvernement socialiste le mérite de s'être réconcilié avec *"le profit, l'argent et la rentabilité"*.

La politique anti-sociale et pro-patronale du gouvernement socialiste date des toutes premières années du septennat de Mitterrand, alors même que la crise et le chômage n'avaient pas atteint leur degré actuel. Alors même qu'un gouvernement qui se serait appuyé sur les travailleurs aurait pu, s'il l'avait voulu, se servir des formidables moyens économiques et financiers de l'Etat pour au contraire protéger les travailleurs et faire en sorte, en ces temps de récession économique, que ce ne soit pas les plus pauvres qui paient la facture. Mais c'est précisément ce que le gouvernement socialiste n'a jamais voulu.

Huguette CHEVIREAU

AFP

Rocard sacre un patron "manager de l'année".

AFP

Licenciements à Talbot, en 1983.
Le gouvernement a laissé faire.

I-OUVRIERE

● 1982, 83, 84, 85... blocage des salaires suivi de leur désindexation sur les prix

Dès le 13 juin, un an après l'accession des socialistes au gouvernement, c'en est fini de toute phraséologie sociale.

Pierre Mauroy annonce la "rigueur". Il compte faire mieux que le plan d'austérité de Raymond Barre en 1976. Il annonce le blocage des salaires pour quatre mois et se charge d'aller annoncer lui-même la bonne nouvelle aux congressistes de la CGT qu'il reçoit ce jour-là en sa mairie de Lille.

Suit une loi de juin 1982 qui interdit la majoration des salaires du 1er juin au 31 octobre, à l'exception du SMIC (mais l'augmentation du SMIC sera au bout du compte elle aussi freinée, contrairement à la promesse gouvernementale).

A la fin du blocage officiel, fin octobre 1982, c'est encore le blocage, mais exprimé de façon plus hypocrite : Mauroy fait des *"recommandations aux secteurs public et nationalisé"*, que le secteur privé s'empressera de respecter.

D'après les recommandations en question, plus question d'échelle mobile des salaires. L'indexation des salaires sur la hausse des prix, l'échelle mobile automatique n'a jamais fait partie de la législation, bien sûr. Au contraire, il existe même une ordonnance du 4 février 1959 qui interdisait formellement l'échelle mobile. Mais, dans la pratique, les négociations par branche entre syndicats et patronat avaient abouti, pendant toutes les années d'inflation et de croissance, à des accords conventionnels indexant les salaires sur l'inflation.

Les "recommandations" de Mauroy visent à mettre la pratique des conventions collectives en conformité avec l'ordonnance de 1959, selon le système suivant : le gouvernement anticipe sur la décélération de l'inflation et fixe lui-même le taux d'augmentation maximum des salaires. *"Les hausses de niveau des salaires ne devront pas excéder les objectifs retenus par le gouvernement en matière de prix"*, explique Mauroy. Mais comme il est plus facile de faire obéir les salaires que les prix, ce sont les salaires qui vont décrocher des prix et baisser en valeur réelle.

Dans cette affaire, gouvernement socialiste et CNPF se tiennent les coudes. Pas question de faire *"sauter toute la politique salariale du gouvernement"* déclare, en mai 1983, Yvon Chotard, le vice-président du CNPF, qui préconise les mêmes recommandations que Mauroy au secteur privé.

Les syndicats quant à eux, y compris la CGT, ne bronchent pas. Aucune grève, même symbolique, pour protester contre la désindexation.

"Si M. Raymond Barre ou M. Jacques Chirac avaient décidé - lorsqu'ils occupaient les fonctions de Premier ministre - de mettre en œuvre un plan d'une rigueur comparable à celui du 25 mars (celui de mars 1983 qui prolongeait celui de juin 1982), nul doute que les syndicats seraient descendus dans la rue (...) Toujours est-il que MM. Mauroy et Delors n'ont pas eu trop à souffrir des porteurs de pancartes" écrit le journal *Le Monde* fin 1983.

Résultat : le freinage des salaires (et leur baisse en valeur réelle) est sans précédent. Les statistiques officielles, dont les moyennes édulcorent pourtant la réalité, notent pour 1984 la baisse du pouvoir d'achat des ménages pour deux années consécutives, ce qui ne s'était pas vu depuis la guerre. Mais ce que les salariés perdent, les actionnaires le récupèrent en dividendes, puisqu'à partir de 1983 les bénéfices s'envolent.

En dix ans, on peut faire le bilan. Les salariés qui gagnent moins de 10 000 F par mois ont un manque à gagner d'au moins 2 000 F mensuels par rapport à leur pouvoir d'achat de 1982.

AFP

Restos du cœur ...

AFP

... et soupe populaire : les "nouveaux pauvres",
c'est eux la "Génération Mitterrand" !

Israël

AFP

L'invasion israëlienne au Liban.

BEGIN, UN TERRORISTE DEVENU MASSACREUR OFFICIEL ET... PRIX NOBEL DE LA PAIX !

Menahem Begin, qui fut Premier ministre d'Israël entre 1977 et 1983, vient de mourir à l'âge de 78 ans. Il est salué maintenant par les grands de ce monde, et par une grande partie de la presse française, comme celui qui reçut le prix Nobel de la paix pour avoir signé un traité avec l'Egypte.

Seulement, la "paix" avec l'Egypte, c'était simplement un moyen de neutraliser ce pays, dans la guerre que menait Israël contre les Palestiniens, une guerre que, depuis sa jeunesse, Menahem Begin avait faite sienne. Lorsque ce jeune Juif né en 1913 à Brest-Litovsk, ville de Pologne orientale annexée par la Russie tsariste d'avant 1917, devint sioniste en réponse aux persécutions dont les Juifs étaient l'objet, il se tourna rapidement vers le Betar. Cette organisation appartenant à l'aile droite du sionisme se donnait comme but de créer un Etat juif "sur les deux rives du Jourdain" et proposait comme moyen d'y parvenir la lutte armée, contre les Britanniques qui contrôlaient la Palestine comme contre les Arabes qui la peuplaient.

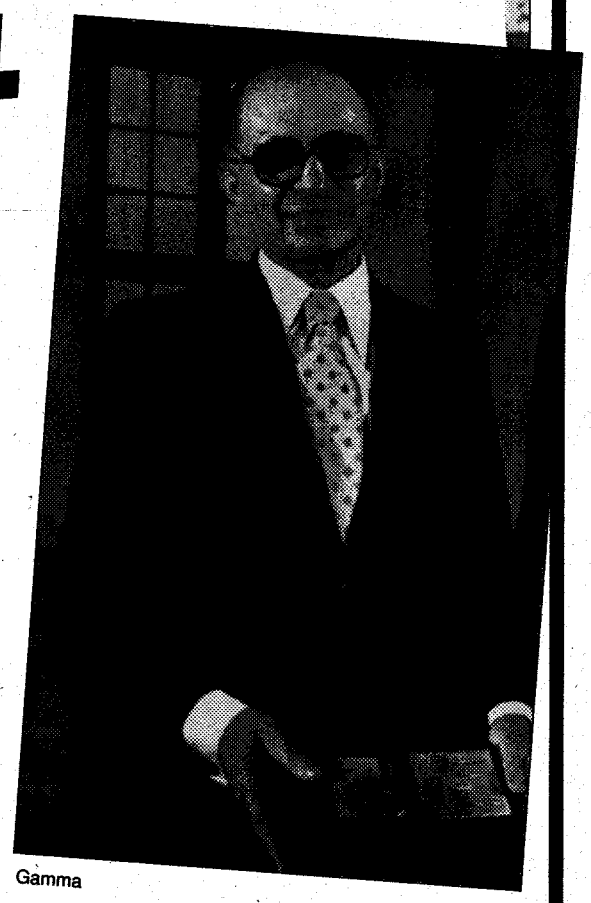
Menahem Begin fut arrêté en 1940 par la police secrète stalinienne et déporté en Sibérie, tandis que sa famille, restée en Pologne, était exterminée par les nazis. Il fut relâché et gagna en 1942 la Palestine. Il devint assez vite le dirigeant de l'Irgoun, groupe militaire créé en 1931, et qui apparaissait comme la milice de la droite sioniste en Palestine.

L'Irgoun se distinguait par ses actes de terrorisme. A part quelques années d'une trêve tacite, entre 1942 et la fin de la guerre, ses attentats spectaculaires visaient les représentants de la puissance occupante britannique qui refusait aux Juifs persécutés le droit d'immigrer en Palestine. Le plus retentissant fut sans doute l'attentat du King David Hotel le 22 juillet 1946, mais il y en eut bien d'autres : attaques de casernes, de dépôts de munitions, assassinats de militaires, enlèvement de juges... Dans ce domaine, les organisations terroristes palestiniennes eurent là l'exemple d'un type de politique possible contre un occupant armé !

Mais les actions de l'Irgoun visaient aussi continuellement la population palestinienne. Certaines d'entre elles étaient organisées en riposte à des actions arabes, mais elles étaient délibérément dirigées contre la population civile.

Cette politique n'était pas seulement le fait de l'Irgoun. En octobre 1945, un accord avait été passé entre les trois groupes armés juifs de Palestine, dont la puissante Hagana, contrôlée par la "gauche" sioniste de Ben Gourion, le futur premier dirigeant d'Israël. Et quand fin 1947 les attentats contre les Britanniques prirent fin, ce fut l'unité d'action pour mener une politique de menaces et de représailles contre la population arabe de Palestine, dans le but de la terroriser, de la pousser à fuir.

La Hagana organisa ainsi, fin 1947, le dynamitage de nombreuses maisons dans la vieille ville de Jérusalem et dans les villages arabes. L'Irgoun, moins nombreuse, se distingua par son "radicalisme". C'est elle qui, avec un autre groupe terroriste, le groupe Stern, perpétra en avril 1948 le massacre de Deir-Yassin, où les maisons furent dynamitées avec leurs habitants, contribuant à créer dans la population arabe le mouvement de panique qui la poussa à fuir pour un exil qui dure encore aujourd'hui dans les camps palestiniens.


Gamma

Begin tenant sa médaille.

Après la création de l'Etat d'Israël, en mai 1948, la Hagana devint l'armée officielle d'Israël et l'Irgoun, après quelques avatars, y fut intégrée. Menahem Begin fut longtemps le leader de l'un des groupes de l'opposition aux gouvernements travaillistes successifs, avant de parvenir au pouvoir en 1977 à la tête d'une coalition de droite proclamant ouvertement œuvrer au "Grand Israël". Après l'intensification des implantations de colons israéliens en Cisjordanie, après l'annexion officielle du Golan syrien, c'est le gouvernement Begin qui lança l'armée israélienne dans la guerre du Liban en 1982.

Menahem Begin, atteint par le scandale provoqué par les responsabilités de l'armée israélienne dans les massacres de Sabra et Chatila, démissionna en 1983 et laissa la place à Yitzhak Shamir, aujourd'hui encore Premier ministre. Les dirigeants israéliens peuvent saluer un homme qui a dévoué sa vie à la cause du nationalisme sioniste. Mais même si une bonne partie de la population israélienne croit avec eux que Menahem Begin a servi ses intérêts, elle se trompe. Ce dirigeant fut l'un de ceux qui ont consciemment voulu et contribué à creuser le fossé de sang entre Israéliens et Palestiniens et à faire du peuple israélien, isolé au milieu de ses voisins arabes et détesté par leurs populations, un peuple en sursis ; un de ceux dont la politique a transformé les survivants de l'Holocauste ou leurs descendants en gardiens de camps de concentration, de Palestiniens cette fois.

S. FRIEDMAN

Côte d'Ivoire

Le 6 mars, douze opposants au régime ivoirien d'Houphouët-Boigny, arrêtés à la suite de la manifestation du 18 février à Abidjan, ont été condamnés à des peines de deux à trois ans de prison ferme, pour *"voies de faits"* et *"destruction de biens immobiliers et mobiliers"*. Parmi eux se trouve en particulier Laurent Gbagbo, leader du Front Populaire Ivoirien (FPI), le principal parti d'opposition au régime.

Il semble que ces condamnations, prononcées pour des motifs même pas crédibles, marquent un durcissement réel du régime. Parmi les arrêtés, on comptait un certain nombre de députés du FPI, couverts par l'immunité parlementaire. Quant à Gbagbo lui-même, il n'était même pas sur les lieux des incidents pour lesquels il était arrêté. Le Parti Démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI), le parti au pouvoir, semble avoir sauté sur le premier prétexte venu pour marquer un point sur son principal adversaire politique, le FPI, en le compromettant aux côtés des manifestants qui ont mis le feu à quelques voitures de riches. Douze des dix-neuf opposants arrêtés, dont les personnalités les plus connues, ont bel et bien été condamnés après un simulacre de procès. Cela alors même que les militaires responsables des exactions auxquelles s'était livrée l'armée sur le campus universitaire de Yopougon en mai 1991, pourtant reconnus coupables par une commission d'enquête officielle, se sont vu garantir l'immunité par Houphouët-Boigny en personne. C'est d'ailleurs contre ce fait que protestaient les manifestants du 18 février.

De toute évidence, le régime ne cherche donc plus guère à s'embarrasser d'apparences "démocratiques". Au contraire, il tient à montrer qu'il n'est pas question pour lui de laisser l'opposition dépasser certaines limites. De ce point de vue, la répression

LE DURCISSEMENT DU REGIME D'HOUPHOUËT

peut viser tout aussi bien l'agitation estudiantine que le FPI lui-même, voire les deux en même temps.

Depuis des mois, les universités et les écoles sont devenues autant de foyers d'opposition au régime que rien, même pas les passages à tabac des militaires, ne semble parvenir à mettre au pas. Les étudiants ont été les premiers visés par la répression avec l'interdiction de leur association et la condamnation du leader étudiant, Ahipeaud, à trois ans de prison.

Quant au FPI, même s'il se veut un parti responsable qui ne cautionne pas le désordre, même s'il ne s'est trouvé à la tête de l'opposition jusque dans la rue qu'à son corps défendant, poussé par l'enthousiasme des jeunes, il peut lui aussi être visé par la répression.

Gbagbo n'apparaît aujourd'hui comme la relève potentielle d'Houphouët-Boigny que parce que ce dernier - à la demande du gouvernement français, préoccupé de l'usure du pouvoir et des fissures de plus en plus visibles du régime - a bien voulu lui faire une place à son retour d'exil. Mais aussi timoré que soit le FPI, par le seul fait qu'il soit un remplaçant potentiel du PDCI, il constitue une menace pour tous ceux qui tirent leurs privilèges de leur participation à l'Etat, c'est-à-dire dans un pays aussi pauvre que la Côte-d'Ivoire, pour la quasi-totalité des privilégiés. Et ceux-ci s'accrochent au pouvoir du PDCI, auquel ils doivent leur situation sociale, en sachant que si le FPI venait au pouvoir, ils auraient toutes les chances d'être chassés par d'autres de la table du banquet. C'est aussi cela que peut refléter le durcissement de la répression.

Quoi qu'il en soit, les condamnations du 6 mars marquent sans ambiguïté les limites étroites du multipartisme adopté en 1990. Houphouët veut bien d'une opposition mais seulement pour autant qu'il puisse en désigner le chef et en contrôler les faits et gestes. Quant aux hommes du parti au pouvoir, ils veulent bien du multipartisme mais pour autant que cela n'entame en rien leurs privilèges et que ce soit eux qui puissent décider quelles miettes ils laisseront aux opposants.

François ROULEAU

AFP

Manifestation d'étudiants et lycéens à Abidjan le 5 février, pour protester contre le refus d'Houphouët-Boigny de sanctionner les militaires responsables d'exactions.

Algérie

LE "SAUVETAGE DE LA DEMOCRATIE" PAR LES CAMPS ET LA CENSURE

En Algérie, le Front Islamique du Salut (FIS) est désormais officiellement interdit. Depuis l'élimination de Chadli par l'armée, le 11 janvier, le nouveau pouvoir a procédé avec prudence, par étapes : annulation des élections gagnées par le FIS, puis interdiction de la prière dans la rue, puis reprise du contrôle des mosquées et arrêts des imams récalcitrants et de la plupart des dirigeants du FIS, et surtout depuis la proclamation de l'état d'urgence, le 9 février, arrestations massives d'islamistes ou présumés islamistes. La dissolution du FIS, prononcée par le tribunal d'Alger le mercredi 4 mars, ne fait plus que sanctionner un état de fait.

Le nouveau pouvoir peut donc se dire satisfait : les islamistes semblent avoir dû tout subir sans pouvoir réagir, se contentant surtout d'appeler au calme. Les affrontements de jeunes, islamistes ou pas, avec la police ou l'armée dans les quartiers pauvres et autour des mosquées, où l'armée n'a pas hésité à faire plusieurs dizaines de morts, n'ont été que de petites flambées.

Mais c'est une bien piètre victoire pour le nouveau pouvoir lui-même. Pour la population, c'est la remise en place progressive de la dictature militaire, une dictature qui ne vise pas uniquement les fous de dieu et du retour au Moyen Age. Loin de là.

Car il ne suffit pas d'interdire les islamistes pour éliminer leur influence. Ils ont grandi alors qu'ils étaient interdits. La répression actuelle peut les affaiblir. Mais elle peut tout aussi bien leur donner une auréole de martyr. Et le gouvernement est bien incapable de résoudre - ou même seulement d'atténuer un peu - les problèmes sociaux, qui ont permis aux démagogues islamistes de gagner leur influence dans les couches pauvres. Sans même parler de son mythique "plan de relance", le nouveau pouvoir espérait au minimum assurer un approvisionnement suffisant des marchés pour éviter l'envol des prix de la nourriture pendant le mois de Ramadan. Mais des vivres promis, personne n'a rien vu. Et alors que le Ramadan commence à peine, les journaux algériens notent déjà que les prix des légumes et des fruits ont plus que doublé en deux ou trois jours : courgettes, tomates, artichauts, qui coûtaient entre 10 et 20 dinars le kilo, sont montés entre 30 et 50, signale le journal *Alger Républicain*, et on ne trouve guère de fruits à moins de 50 dinars le kilo (mis à part les oranges entre 20 et 30 dinars), alors que le SMIC algérien est à 3 000 dinars et que bien des familles vivent avec moins que cela.

Alors quand on voit, par exemple, les dirigeants du petit Parti Communiste Algérien (PAGS), ou ce qu'il en reste (une partie du Bureau politique l'a quitté récemment en estimant que le parti n'avait plus de raison d'être), se réjouir de la répression contre les islamistes et de la dissolution du FIS qu'ils demandaient depuis longtemps, ils expriment peut-être le sentiment d'une partie de la population, ou en tout cas d'une partie de la petite bourgeoisie soulagée de voir écarté pour l'instant le danger d'une dictature islamiste. Mais les militants, qui ont subi avant octobre 1988 la répression pour leurs idées politiques, les militants ouvriers, qui l'ont connue parfois seulement pour fait de grève, y compris nombre de militants du PAGS, savent trop ce qu'est le règne de l'armée et de la sécurité militaire pour s'en réjouir.

Aujourd'hui, la Ligue Algérienne des Droits de l'Homme (LADH, la mieux vue par le gouvernement des deux ligues des droits de l'Homme en Algérie, et la seule autorisée par le pouvoir à visiter un camp) vient de dénoncer les conditions de détention dans l'un des cinq camps où sont internées les personnes arrêtées : un camp à Ouargla, dans le sud, qui compte 2 200 prisonniers (certains disent 3 000) alors qu'il était prévu pour 600, les conditions sanitaires déplorables, les violences au moment des arrestations... Officiellement 6 000 personnes, probablement bien plus (30 000 affirment les islamistes) sont parquées dans ces camps. Entre autres, l'hebdomadaire *Information Ouvrière* signalait qu'un militant du Parti des Travailleurs, organisation trotskyste algérienne proche du PT en France, avait été arrêté et condamné à 12 mois de prison.

L'Association des Journalistes Algériens vient de protester contre les restrictions aux libertés d'expression, la surveillance des informations et les rappels à l'ordre des journaux. Le journal algérien *Le Matin* vient ainsi de renoncer à publier des extraits du livre de l'opposant marocain, Abdelmoumen Diouri, dont il avait annoncé quelques jours plus tôt la parution : on avait demandé à la direction du journal de *"tenir compte des intérêts de la politique étrangère"*.

Boudiaf, après 30 ans d'exil, est revenu du Maroc, appelé par les militaires, soi-disant pour sauver du danger intégriste la démocratie algérienne. Pour instaurer une démocratie à la marocaine ?

Olivier BELIN

Les élections primaires

BUSH TOMBE DE HAUT !

Les primaires, qui sont une sorte de premier tour destiné à désigner les candidats républicain et démocrate qui s'affronteront en novembre prochain, semblaient devoir être une formalité pour George Bush. Président le plus populaire de l'histoire des Etats-Unis il y a un an encore, selon les sondages, au sortir de la guerre du Golfe, sa réélection était considérée comme assurée. Au point que pendant des mois les médias se demandaient si on allait même trouver un seul démocrate pour oser se présenter contre lui.
Alors, on pense bien que dans le camp républicain la question ne se posait même pas !

L'INATTENDU BUCHANAN

Il faut croire que pour George Bush la guerre est venue un an ou six mois trop tôt. Aujourd'hui, aucun des grands ténors démocrates, Cuomo, Kennedy ou autre, n'est encore entré dans la course. Et il est de plus en plus douteux qu'ils y entrent jamais. Mais, sans doute pire pour Bush, c'est d'abord dans le camp républicain qu'il rencontre de grosses difficultés.

Le coup de tonnerre dans un ciel qui n'était plus tout-à-fait serein est venu dès le vote du New Hampshire, traditionnel premier Etat à organiser les primaires. Bush n'a récolté qu'un tout petit peu plus de la moitié des votes des électeurs républicains qui ont fait l'effort de se déplacer, 53 %. On a cru un moment que ce serait encore pire, ce qui a provoqué une belle émotion dans l'entourage présidentiel. Son adversaire Pat Buchanan a, lui, recueilli 37 %. En 1968, en pleine guerre du Vietnam, un résultat similaire amena le président du moment, Lyndon Johnson, à renoncer à se représenter.

Bush n'en a pas tiré pour le moment la même conclusion. Il a trouvé un tas d'explications à son piteux résultat : il n'avait pas fait une campagne assez vigoureuse, il avait été trop gentil avec son adversaire, le New Hampshire avait une situation particulière, etc., etc.

L'ennui est qu'une semaine plus tard, en Géorgie, dont la situation est paraît-il complètement différente, le match a pratiquement donné... les mêmes résultats : 62 % pour Bush contre 38 % à Buchanan. Puis mêmes résultats dans d'autres Etats encore, comme le Maryland ou le Colorado.

Les résultats des primaires, une dizaine, de ce "super-mardi", semblent confirmer que Buchanan continue de rafler à peu près un tiers des suffrages républicains au président sortant. Un résultat qui était considéré, avant que commencent les primaires, comme une catastrophe pour Bush, même si maintenant il s'efforce de le prendre plus à la légère.

... ET LA RECESSION QUI N'EN FINIT PAS

...Et c'est effectivement un désaveu, et de taille, que les électeurs sont en train de lui infliger. Car, tous les observateurs en conviennent, ces votes pour Buchanan traduisent mécontentement et colère contre un président rendu responsable d'une situation de plus en plus difficile pour les travailleurs, mais aussi une partie de la petite bourgeoisie américaine. Une récession qui s'éternise ; un chômage, officiellement 7,3 % des actifs, qui ne fait qu'augmenter et qui a toutes les chances de continuer à le faire : General Motors vient d'annoncer il y a quinze jours la fermeture de 21 usines et 74 000 licenciements supplémentaires. Les roulements de tambour patriotiques et la victoire dans le Golfe n'auront pas aveuglé très longtemps la population américaine.

Pat Buchanan, ex-rédacteur des discours de Nixon, ex-conseiller de Reagan, est un conservateur qui a rassemblé en guise de programme tous les thèmes réactionnaires possibles aux Etats-Unis. Isolationnisme anti-japonais, anti-européen et, bien sûr, surtout anti-Tiers Monde : il propose sérieusement de creuser un fossé infranchissable tout le long des 1 900 kilomètres de frontière entre le Mexique et les Etats-Unis. Racisme plus ou moins ouvert contre les Noirs ou les Hispaniques : se réclamant d'un arrière-grand-père qui aurait combattu pendant la guerre de Sécession pour le Sud contre le Nord, il a pourfendu les quotas d'embauche en faveur des minorités. Le tout est saupoudré de discours démagogiques qui s'adressent aux petits contre les gros, ou qui fustigent la lourdeur des impôts.

Mais il ne faut pas s'étonner si Buchanan capitalise sur son nom les ressentiments non seulement de la petite bourgeoisie, mais même d'une partie du monde du travail. Celui-ci - dont la plus grande partie ne prend pas part au vote - n'a guère de choix : Buchanan est le seul à donner à sa campagne un ton radical.

Un ton radical qu'on aurait pu attendre du camp démocrate, au moins de quelques-uns des prétendants, puisqu'après tout c'est là l'opposition officielle. Mais les démocrates, les Clinton ou autres Tsongas, des seconds couteaux jusque-là, qui ont osé se lancer dans cette élection qui semblait perdue d'avance, ont tous sans exception joué la carte de la modération la plus plate.

BUSH UN PEU PLUS A DROITE

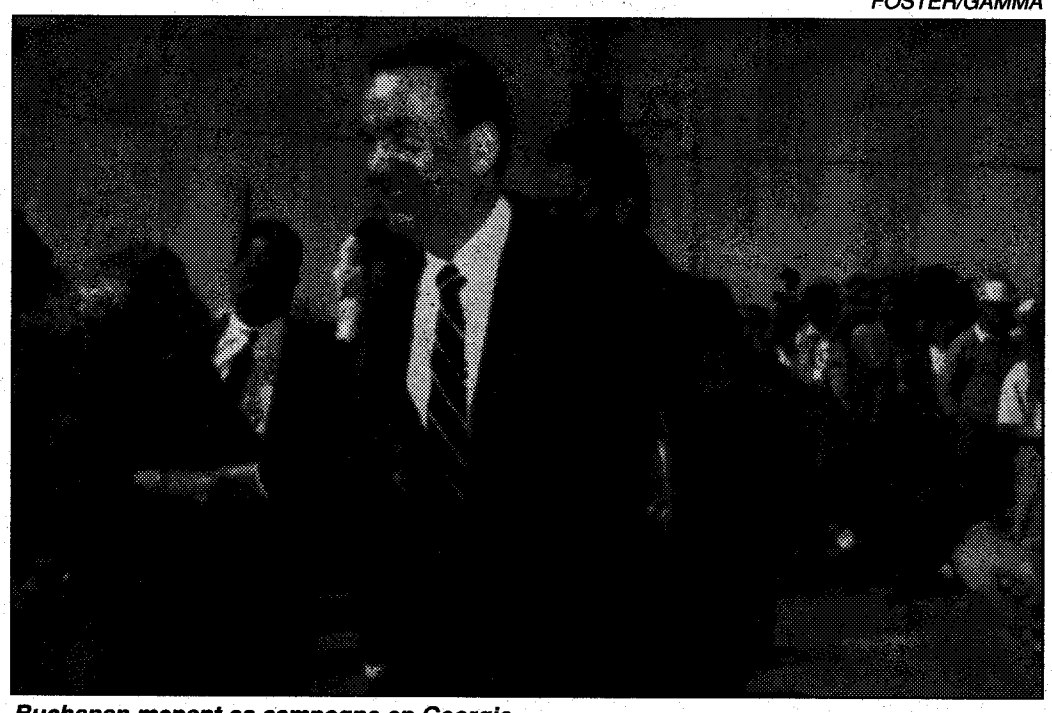
C'est d'ailleurs l'atout ultime de Bush, s'il réussit à se débarrasser de Buchanan : avoir, au final, affaire à un démocrate dont aucun électeur ne pourra voir ce qu'il peut bien proposer ou avoir de différent du président déjà en place. Ce ne serait pas un succès très glorieux pour le "vainqueur de Saddam Hussein", mais Bush doit avoir abandonné toute prétention au grand style.

En attendant, les succès de Buchanan dans ces primaires risquent bien d'avoir un premier résultat : pousser Bush encore un peu plus à droite. Comme le président ne peut rien à la récession, qui est la vraie cause de ses insuccès actuels, le plus simple n'est-il pas d'essayer de couper l'herbe sous le pied de Buchanan en renchérissant dans le réactionnaire ? N'est-il pas plus facile de promettre - et même de tenir - de réduire encore les aides sociales, de limiter le droit à l'avortement ou d'appliquer plus strictement la peine de mort ?

Déjà Buchanan se plaignait, avant le début des primaires, au moment du traditionnel "discours de l'Union", sorte d'exposé annuel du programme du président en exercice, que Bush lui ait "volé ses idées". Ses idées ? C'est sans doute prétentieux. Mais ses préjugés, ça c'est possible. C'est que Bush est désespérément à la recherche d'un truc censé plaire aux électeurs.

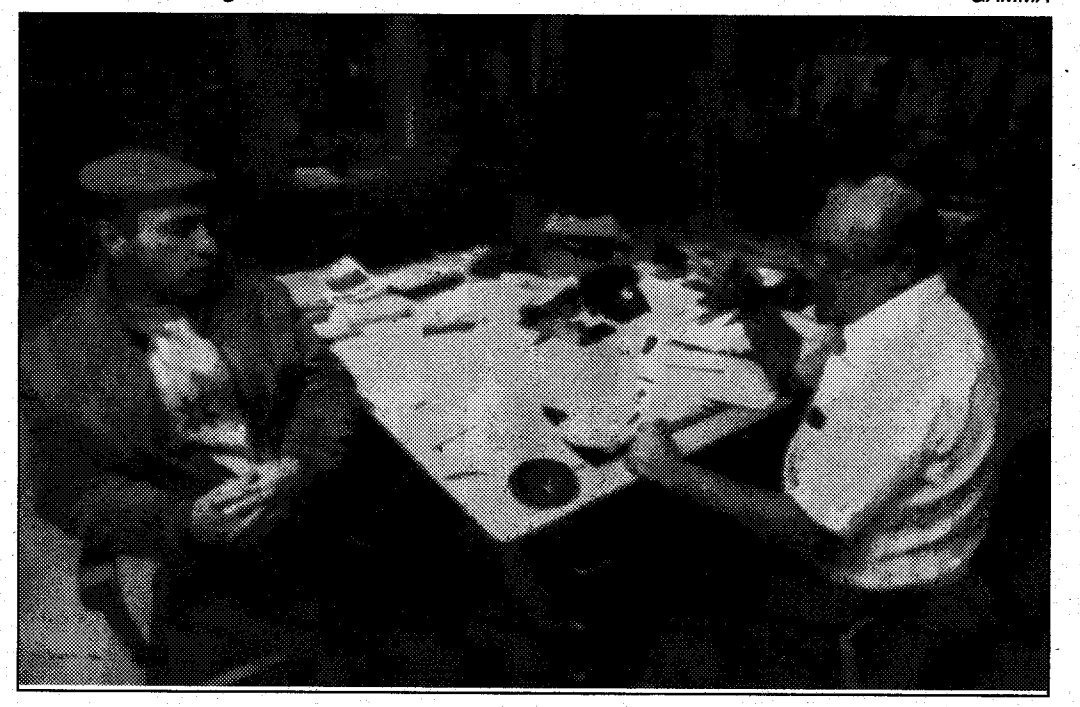
Jacques MORAND

FOSTER/GAMMA



Buchanan menant sa campagne en Georgie.

Bureau de chômage aux USA. GAMMA

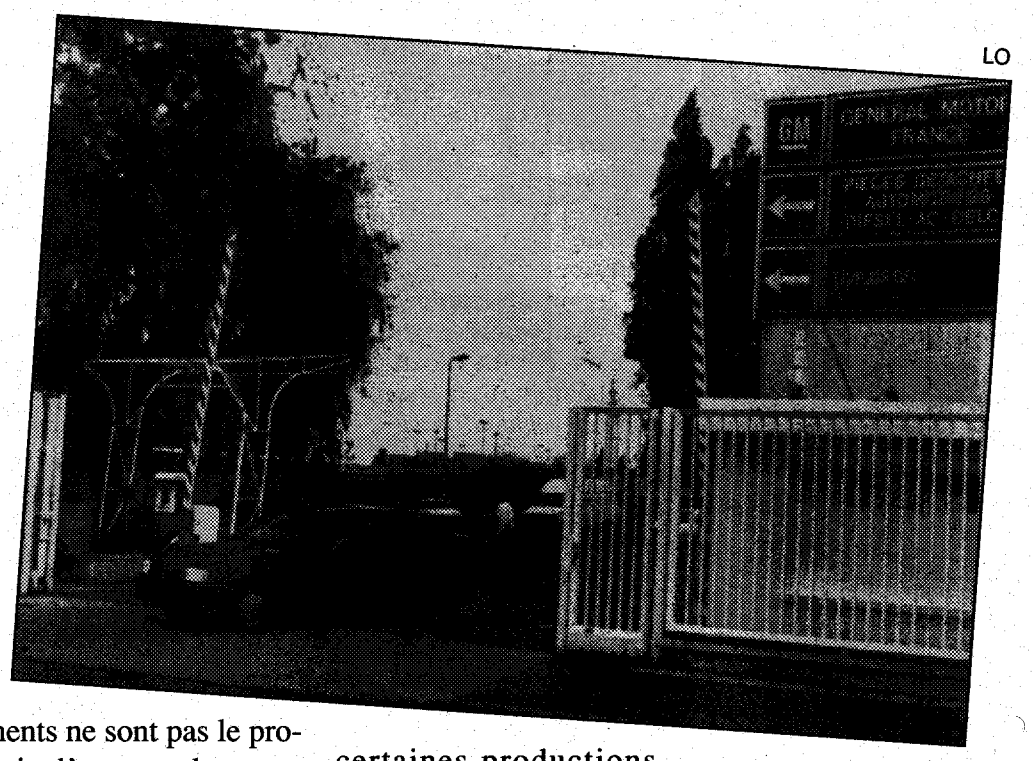


Vient de paraître :
LUTTE DE CLASSE
MARS 1992 (N°45)
Au sommaire :
- Etats-unis
Elections : champ libre pour les démagogues populistes.
L'écran de fumée protectionniste de l'AFL-CIO.
- Haïti
Tentative de règlement au sommet, dictature dans les pays.
- A propos de l'évolution récente de l'URSS (discussion entre le SWP - Grande-Bretagne et *Lutte de Classe*)
Lettre du SWP - Grande-Bretagne.
Réponse de *Lutte de Classe*.
Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres.

General Motors (Genevilliers-92)

LA DIRECTION VEUT SUPPRIMER 20 % DES EFFECTIFS

Chez General Motors à Gennevilliers, la direction vient d'annoncer officiellement, le vendredi 6 mars, son intention de supprimer 461 emplois sur le site, soit près de 20 % des effectifs actuels. C'est bien plus qu'elle ne le laissait prévoir dans ses précédentes déclarations.



LO

En réalité la direction procède depuis longtemps à des réductions d'effectifs, le plus discrètement et le plus sournoisement possible, en ne remplaçant pas les partants ou en procédant à des licenciements individuels, ou encore en incitant des ouvriers ou des cadres à démissionner. Depuis longtemps aussi, elle multiplie les attaques contre les travailleurs. Les cadences n'ont cessé d'augmenter, par exemple, et les accidents du travail aussi, du même coup.

Par ailleurs la direction cherche à économiser dans tous les domaines sur le dos des travailleurs. C'est ainsi qu'elle a voulu procéder récemment à la suppression de 90 % des lignes de cars de ramassage ; un mauvais coup qui est mal passé puisque près de trois cents travailleurs ont débrayé pendant toute une équipe, contraignant la direction à reculer en partie.

Mais cette fois, avec les licenciements, c'est d'une attaque infiniment plus grave qu'il s'agit. La direction escompte sans doute que les travailleurs vont baisser les bras en pensant que, vu l'importance des licenciements aux USA, ils n'y peuvent rien. Elle espère peut-être aussi que l'annonce de plans de suppressions d'emplois dans toutes les branches industrielles en France va démoraliser les travailleurs de Gennevilliers. Mais ses calculs pourraient bien être déjoués car, à Gennevilliers, bien des travailleurs savent et disent que ces licenciements ne sont pas le produit d'une quelconque fatalité, mais le résultat des choix de la direction de la GM qui ont pour but de faire produire avec un maximum de rentabilité en fermant des secteurs jugés insuffisamment concurrentiels ou en délocalisant certaines productions vers des pays où la main-d'oeuvre est moins chère ; et ceci afin de remplir les poches des actionnaires du trust des poches déjà bien pleines puisque la presse a annoncé, il y a peu, que les usines européennes étaient source de bénéfices.

Alors, la direction aura peut-être à compter plus qu'elle ne le croit avec les réactions des travailleurs.

Correspondant LO

Le vaste plan de General Motors aux USA pour accroître les profits

Les projets de suppressions d'emplois dans les usines General Motors des USA ne sont pas chose nouvelle : il y a deux mois la direction de ce géant de l'automobile avait déjà annoncé ses intentions de priver de leur travail quelque 75 000 travailleurs américains. Or cette fois, l'annonce de la fermeture de onze entreprises du trust a été largement commentée par la presse, qui a insisté sur le fait que General Motors aurait "perdu" des sommes considérables, 4,5 milliards de dollars en 1991 et, les affaires allant mal, que ses patrons se verraient obligés de faire des coupes claires dans ces effectifs.

Mais en y regardant de plus près, on s'aperçoit que GM a bâti tout un plan de restructuration de ses usines. Et si elle vise à réduire les effectifs, c'est afin d'augmenter sa productivité.

Ainsi, si des usines ferment, ce n'est pas pour autant que les activités s'arrêtent. En réalité, les patrons de la GM procèdent à un déplacement des usines, à l'intérieur des Etats-Unis, vers le Sud. L'usine de Sainte-Catherine dans l'Ontario sera "relocalisée" dans le Michigan et dans l'Ohio. L'usine de Upsilanti verra ses activités "transférées" à Arlington dans le Texas.

Il y a quelques années, le film *Roger et moi* montrait comment les 35 000 emplois avaient été supprimés à Flint dans le Michigan, tandis que les activités étaient recréées au Mexique, où la main-d'oeuvre était moins chère.

Bien sûr, il y a un intérêt pour GM à se déplacer vers le Sud, vers des pays pauvres. Mais le déplacement vers des régions du sud des USA, ou en "rebattant" les cartes dans le Michigan ou l'Ohio, ont un autre intérêt non négligeable : celui de s'affranchir en totalité ou en partie du poids des syndicats.

Ces syndicats sont certes réformistes et se déclarent hostiles à la lutte des classes, cependant ils sont un frein certain à la "japonisation" des usines américaines, qui sont de grosses entreprises où travaillent des milliers d'ouvriers et de cadres moyens. Les syndicats doivent tenir compte du poids de ces travailleurs et doivent le répercuter, au risque de se discréditer.

Enfin, il n'est pas impossible que les dirigeants de GM tablent sur un évanouissement des syndicats dans des entreprises de beaucoup plus petite taille, à l'image du Sud où les organisations syndicales sont faibles, voire inexistantes.

Pour diminuer ses effectifs de 74 000 personnes d'ici 1995, la direction compte surtout faire des coupes claires dans les usines situées dans le Michigan et dans l'Ohio, là où justement sont concentrées les plus grosses usines. Et pour ce faire, GM s'apprête à utiliser les grands moyens. Par exemple, 500 salariés de Dayton (Ohio), pour une majorité des mensuels et des cadres, seraient mis à la retraite anticipée à 52 ans. Mais surtout la GM a "mis de côté" 4 milliards de dollars (soit l'équivalent du fameux déficit de 1991) pour assurer 90 % de leur ancien salaire aux employés licenciés (indemnités de chômage incluses).

En réalité, la GM met sur pied un vaste plan pour se moderniser, rivaliser avec ses concurrents japonais. Rien de bien neuf en réalité, si ce n'est l'ampleur du phénomène, en relation en fait avec la taille gigantesque du plus grand trust du monde.

Les affaires de la GM ne vont donc pas si mal que cela, mais ce sont les travailleurs qui vont toutefois en faire les frais. Car même si les conditions de départ ne seront peut-être pas dramatiques, ces licenciements contribuent à augmenter le chômage croissant aux USA, tandis que l'exploitation va s'intensifier pour les travailleurs restant dans les ateliers et les bureaux. A moins que les travailleurs américains ne réagissent.

Hôpital psychiatrique Sainte-Anne (Paris)

Quand l'hôpital renvoie les malades à leur misère

LA DÉGRADATION D'UN SERVICE PUBLIC

Les hôpitaux psychiatriques publics ont en charge des malades pour la plupart profondément et durablement handicapés et, de plus, presque sans ressources, voire complètement démunis. Par exemple, dans un secteur de Paris dépendant de l'hôpital Sainte-Anne, une rue de vieux HBM (habitations bon marché, pires que les pires des HLM) représente 20% du total des malades suivis. On soigne dans les services des personnes qui, une fois sorties de l'hôpital, se retrouvent à nouveau dans la misère, voire à la rue.

Incapables de travailler, de quoi vivent-ils, s'ils n'ont pas la chance d'être aidés par leur famille ? D'une pension d'invalidité ou d'une allocation d'adulte handicapé de 2 900 F maximum par mois, s'ils n'ont jamais ou pas suffisamment travaillé, ou bien, en dernier recours, du RMI, 2 224 F par mois. Avec le prix des loyers parisiens, même pour ceux qui touchent l'APL, il ne leur reste souvent même pas 1 000 F pour vivre. C'est ainsi que, lorsque l'on effectue des visites à domicile, pratique développée par l'administration pour faire l'économie d'une hospitalisation et justifiée par certains psychiatres au nom de diverses théories, on trouve souvent un malade prostré devant sa radio, son café et la boîte de conserve qui lui tient lieu de repas, restant chez lui des journées entières car il ne peut rien faire d'autre sans argent.

"FAIRE RENTRER L'ARGENT"... ET SORTIR LES MALADES !

D'un côté il y a la misère grandissante, de l'autre les pressions de l'administration pour se débarrasser des malades qui n'ont pas les moyens de payer. Les directives venues d'en haut donnent le ton : il faut que l'argent rentre. Les considérations médicales ou simplement humanitaires passent de plus en plus souvent au second plan.

Parmi le personnel il y a toute sorte de réactions. Certains se laissent influencer et on les entend répéter que "ce malade coûte trop cher". Mais nous sommes aussi un certain nombre à répondre qu'il n'y a rien d'anormal à consacrer de l'argent public à soigner ceux qui en ont besoin et que les dépenses abusives, il faut les chercher ailleurs. Concrètement, c'est souvent à l'initiative d'assistantes sociales, d'infirmières ou d'aides-soignantes d'une équipe, quelquefois avec le soutien d'un médecin, que des efforts et démarches supplémentaires sont faits pour s'occuper de malades que l'administration considère comme de mauvais payeurs.

Arrivent en urgence de nombreux "SDF", sans domicile fixe, sans couverture sociale ni ressources. Passé les premiers soins, il faut se battre contre l'administration pour garder ces malades et continuer à les soigner, pour que des recherches soient faites sur leurs éventuels droits sociaux. Au moment de leur sortie, ces malades en sont réduits la plupart du temps aux solutions provisoires des associations de charité.

Depuis plusieurs années, la direction de Sainte-Anne applique une politique systématique de transfert en province, dans des établissements dont le coût de fonctionnement est moindre, des malades chroniques ainsi que des personnes âgées qui n'ont pas les moyens d'aller en maison de retraite. L'administration ne se soucie pas du déracinement que cela peut représenter pour ces malades. L'important est de faire apparaître des lits excédentaires pour les supprimer, dans la droite ligne de la politique de restrictions du ministère. Dernièrement, dans un service, nous avons eu de vives discussions pour nous opposer au départ en province d'une malade qui, elle, veut rester à Paris. Mais si le médecin-chef le décide, elle sera transférée d'office.

Buu/GAMMA

Nombre des plus démunis qui devraient être à l'hôpital, sont réjetés à la rue.

UNE POLITIQUE DE GRIPPE-SOUS

Pour un malade d'origine étrangère, la situation peut être particulièrement dramatique. Des malades hospitalisés ici sont renvoyés dans leur pays, où ils n'ont parfois plus aucune attache, sous forme de "rapatriement sanitaire", sans tenir réellement compte de ce qui les attend à l'arrivée : manque de soins, problèmes politiques, pays en guerre, etc. C'est ainsi qu'une Iranienne réfugiée en France après l'instauration du régime de Khomeiny, hospitalisée pour troubles psychiatriques, a été renvoyée là-bas. Dans un autre service, c'est une Haïtienne, en France depuis plus de vingt ans, que l'administration veut rapatrier. La résistance de l'équipe soignante, avec un médecin, a retardé pour l'instant ce départ. Mais jusqu'à quand ? En effet les ressortissants de pays n'ayant pas de convention avec la France doivent payer tous les frais de leur hospitalisation. C'est ainsi que leur situation financière décide de leur avenir.

Pour les malades qui réussissent à se faire soigner à l'hôpital, reste le problème épineux du forfait hospitalier qui est à leur charge. A 50 F par jour, cela chiffre vite. Alors que l'allocation d'adulte handicapé et le RMI subissent une forte réduction en cas d'hospitalisation, pouvant chuter à 360 F par mois dans le premier cas et à 650 puis 325 F dans le second, le forfait hospitalier doit être payé intégralement, de toute façon. La prise en charge par l'Aide sociale est difficile à obtenir. A Sainte-Anne, des pressions sont exercées sur le personnel qui s'occupe de l'encaissement du forfait hospitalier. Leurs chefs leur reprochent que l'argent rentre mal. On leur demande de menacer de poursuites judiciaires et de saisie des malades qui, à leur sortie d'hospitalisation, se trouvent non seulement quasiment sans ressources mais en plus avec des dettes à l'égard de l'hôpital.

La majorité du personnel de l'hôpital désapprouve cette politique de grippe-sous et voit bien que, sous prétexte de réinsertion sociale, les nouveaux dispositifs de suivi des malades mentaux à l'extérieur de l'hôpital consistent surtout à les rejeter dans la misère. Beaucoup d'entre nous se sentent coincés, sans moyens d'intervention. Mais nous sommes un certain nombre à ne pas vouloir nous résigner et à prendre régulièrement le contre-pied de l'administration.

Correspondant LO

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de, : .....
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

Leroy Somer Fonderie (Angoulême - Charente)

COUP DE COLERE CONTRE LES MODIFICATIONS D'HORAIRES

Jeudi 5 mars 1992, la quasi-totalité des 250 travailleurs de la fonderie de Leroy-Somer ont débrayé une heure dans chaque faction au moment de la relève, pour manifester leur totale opposition à un projet du patron de modification des horaires de travail.

Depuis le lundi de la semaine précédente, les contremaîtres parlaient d'une modification des horaires journaliers de travail, rallongeant de 50 minutes la journée et repoussant à 22 heures la débauche de la faction du soir (au lieu de 19h30 actuellement). Ils prétendaient que, de cette façon, il nous serait plus facile de récupérer les jours d'EJP (effacement jours de pointe). Mais devant le tollé provoqué par cette "proposition", chefs et patron ont battu en retraite en vitesse et nous ont dit qu'il ne s'agissait que "d'une idée comme ça", et que "rien n'était modifié".

Il faut savoir en effet que, depuis 1984, un contrat EJP est passé entre la direction de la fonderie LS et l'EDF. Contre des tarifs d'électricité très avantageux pour la direction, celle-ci accepte qu'EDF déleste l'usine pendant 22 jours entre les mois de novembre et de mars. Mais cela fait autant de jours pendant lesquelles la faction du soir ne travaille pas et... qu'il faut récupérer en venant des samedis.

Ce système de travail n'a bien sûr pas la faveur des travailleurs, qui le contestent chaque année. Mais il rapporte à la direction et c'est pour tirer encore plus de profits qu'elle veut le modifier.

En effet, en faisant récupérer journellement ces jours EJP qu'elle voudrait maintenant imposer à tout le monde, elle rentabilise ses installations et chantiers de moulage. Mais de plus, elle économise sur les paies, car elle ne versera plus certaines primes journalières, (douches, paniers, transport) puisque nous ne travaillerons plus les 22 jours d'EJP.

Mais, même si le patron a reculé, la colère n'en est pas retombée pour autant. Il était manifeste que le projet restait dans l'air et les chefs ne se privaient pas d'expliquer qu'il "faudrait bien y venir" à cause de "la concurrence" des autres fonderies.

C'est pourquoi, le mercredi 4 mars, nous avons tenu des assemblées générales avec les syndicats et pris la décision de manifester au patron notre mécontentement et notre totale opposition à son projet. Et le jeudi, tout le monde s'y est mis, paralysant totalement la production deux heures durant, pour aller dire nos quatre vérités à la direction. Et face aux grévistes, le sous-directeur (le chef de département auteur du projet était opportunément parti... en vacances) a entendu notre colère.

Sur les horaires, que personne ne veut bien sûr voir remis en cause, mais aussi sur tout ce qui ne va pas, les conditions de travail, la sécurité, la paie, et contre la politique de rentabilisation actuelle au nom de laquelle on nous fait travailler sur deux machines à la fois, augmenter les cadences, etc.

Le système même des EJP se retrouve une fois encore contesté et tout le monde en réclame l'arrêt. En ce qui concerne les horaires, le patron a dit que "le message était reçu 5 sur 5", mais que le projet restait à l'étude.

Tous ensemble face à lui, les travailleurs ont redit leur totale opposition à un projet qui les ferait revenir de 20 ans en arrière dans leurs conditions de travail et remettrait en cause leur vie sociale. Tous étaient contents de se voir aussi nombreux et solidaires pour prévenir par avance le mauvais coup. Rendez-vous est pris : si le patron persiste, il trouvera à qui parler !

Correspondant LO

SOUSCRIPTION

Total à ce jour : 187 260 F

Les listes de souscription continuent à circuler pour la campagne de Lutte Ouvrière aux élections du 22 mars. La somme de 187 260 F que nous indiquons n'est sans doute encore qu'une partie ce qui a été collecté à l'heure actuelle,

Les candidats de Lutte Ouvrière veulent être vos porte-parole en dénonçant les mensonges, les trahisons, les forfaitures de ceux qui nous gouvernent et de ceux qui aspirent à le faire. Ils veulent, dans cette période de reniements et de désenchantement, réaffirmer la validité des idées communistes et de ce qu'elles représentent d'espoir et d'avenir.

Alors, souscrivez et faites souscrire !

Chèques bancaires à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virements à notre CCP :
LUTTE OUVRIERE
CCP 3117586 W - LA SOURCE
avec la mention : "souscription élections"

PTT Paris 18 : Jean Marie, 400. M. Bresson, 100. JM Fieurgant, 100. G De Biasi, 90. Y. Guiavarch, 100. Snecma Villaroche : A Mas, 200. Sympathisante, 200. Renault Bureaux : L Viguié, 200. Gérard, 100. JC Hamon, 500. Gérard, 100. Alain, 1100. Camarade, 400. Hôpital Ste Anne : J. Rafflin, 200. Nadine, 100. Micheline, 100. J. Brunetière, 500. G Boudon, 500. Hôpital Beaujon : Christophe, 100. Françoise, 50. Demoulin, 100. Dajany, 50. B Rueff, 200. Lycée Noisy le Sec : Loulou, 200. Annick, 100. Landron, 100. Anonyme, 100. Conti, 200. Retraité de La Courneuve, 100. Beghin, 100. Anonyme, 100. Vial, 150. Monique, 100. Belkacem, 50. François, 100. Fransès, 50. Berger, 50. Meeting du 14/2 : G Lecointre, 60. L Quillet, 200. MF Claeyssen, 50. S Babeynaud, 50. G Lebeau, 100. J Parisot, 100. D Soustiel, 100. M Gautier, 150. R Junker, 100. JC Leblond, 100. X Jardez, 40.

Créteil Centre de Tri : Patrick, 200. Alain, 30. Georgette, 50. Divers : Copine de Thérèse, 50. Antoine, 1000. Luc, 50. Emmanuel, 300. Frédéric, 100. Mokrane, 150. Y Capdeboscq, 250. Anonyme, 50. Dario Cordero, 250. Greg, 150. Fred, 200. Little MC, 500. Aline, 300. Dominique, 200. Anne, 300. Guevel, 100. Agnès, 200. Evelyne, 500. Catherine, 500. Deux AS encore jeunes, 400. Ruffin, 50. Touami, 50. Marielle, 100. Darche, 50. Shihab, 20. Polsson, 50. Benaloui, 50. Banizet, 100. Fremont, 50. Françoise, 500. Broc sympathisant, 200. C Sanceny, 200. C Douchy, 200. Christiane M, 200. L Trunel, 100. Soutien, 300. M Deiss, 100. Gilles (Instituteur Essonne), 200. Savigny Le Temple, 50. Soutien, 20.

REGION PARISIENNE : Sylvie, 150. François (pour la révolution), 500. Monique, 300. Denise, 100. Pour le communisme, 350. Marianne, 100. Gérard, 500. Nicole, 300. Mourgnes, 200. Eguirieguy, 300. Geneviève, 350. Mr et Mme Nakach, 100. Jacqueline Garcia, 150. Eliette Moreau, 100. Pierre N'Dihaye, 100. Alice, 200. Philomène, 50. Sophie, 200. Sylvie B, 50. Christian C, 40. Un anonyme écoeuré, 100. Véronique L, 100. Claire, prof., 100. Lucien, 50. Une beur révolutionnaire, 100. P. Melveux, 400. Un camarade, 200. Braham, 200. Djemma, 100. Pour t'encourager, 50. 5 % au moins ! 250. Bonne chance, on les aura... 50. Dessender, 50. Grupper Catherine, 200. Eric Zurcher, 500. Une sympathisante, 200. La soeur d'un copain, 500. Jean-Philippe, 500. Marsa, 500. Charlot, 12. Annie, 100. Thierry I., 100. Seek, 30. J. Le Bris, 500. Gaillard, un ancien ouvrier du Livre, 1 000. Danielle Riché, 200. Une sympathisante, 200. Michelle Langlet, 200.

PARIS : Couturon Jeanine, 100. Pinato, 500. E. Madjar, 400. Un prof du bâtiment, 100. Bouchacourt, 100. Pourcelot, 50. Anonyme, 50. Une enseignante, 50. Olivier, 100. N.F., 150. Barbara, 50. Antoine, 2 000. Pierline et Isabelle, 100. Cathy et Jean-Yves, 150. Serra, 300. Jean Maryl, 200. Véro, 200. Paulette, 150. Isabelle, 150. Alexandre Eve, 100. Schramm Danielle, 200. Bordessarle Danièle, 300. Schramm Emmanuelle, 100. Peuveu Annick, 150. Malika, 200.

PTT-Tri-PLM : Joseph Sames, 100. Michel, 100. P. Phabry, 200. Robert, 200. Marguin, 100. Billy, 100. Annie, 50. Jean, 50. Gaillard, 50. Sylvie, 50. B.G., 50.

Hôpital Ste Anne : Francis, 10. Garcia, 50. Bernard, 10. Laurent, 10. Alain, 9. Catherine, 20. David, 20. Patrick Larue, 50. Richeux, 15. Raux-Moreau, 20. Françoise, 10. Mireille, 10. D. Lefèvre, 50. Bob, 10. Françoise, 10. Denis Goincy, 20. Michelle, 20. Colette Cokej, 30. Josiane, 15. Pierre, 20. Marco, 50. Thérèse, 200. Laurent, 300. Marie, 50. Agnès, 100. Monique, 50. Catherine, 200. Philippe, 170.

Hôpital St-Louis : Mocher, 300. Par sympathie pour le bulletin, 60. Par sympathie pour le bulletin, 20. Moutordier, 50.

Crédit Lyonnais : Lois, 500. Anonyme, 200. Amanda, 300. Un admirateur, 100. Lionel, 100. Martine, 50. Jean-Claude, 50. Maryvonne, 300. Patricia, 100. Jean-Paul, 100. R. employé, 250. Patrick, employé, 100. Claudette, 300. Pierette, 100. Garnier, 200. Gilles, 50. François, 100. Liliane, 100.

PTT Louvre RP : Pierrot, 200. Guy, 200. Alain, 200. Chantal, 200. Mallay, 100. Gérard, 32. Taillason F, 30.

PTT Paris 20 : Daniel, 70. Eric, 50. JP, 150.

PTT Paris 18 : Didier, 100. Rodier, 500. Catherine, 200. Jean-Marc, 100. Télécoms Archives : Alain, militant LCR pour l'unité des révolutionnaires, 300. Thomson Malakoff : Guinot Hubert, 500. Chambrun Jean, 50. Un camarade du PC depuis 30 ans, 30. Zannier Bruno, 50. Un camarade tunisien, 50.

Hôpital Beaujon (Clichy 92) : Bernard, 100. Desbois, 100. Leguier, 50. Baty, 50. Ducray, 50.

Renault Siège social : Françoise Brunet, 300. Simone Annoy, 50. Dhaoudi Mustapha, 50.

Renault Lardy : Un camarade, 500.

EGF Issy-les-Moulineaux : Simone, 50. Nicole, 50. Pitit Lolo, 100. Sonia, 200. Jarraud, 100. Homar, 100. Bourhis, 100.

SNECMA Villaroche : Jean-Pierre B, 100. Polo, 100. Michel M, 100. Jean-Luc M, 50.

Rhône-Poulenc Vitry s/Seine : Fernand, 100. Bernard, 100.

CCP Bourseul : Corinne, 100. Isabelle, 200. Alain, 100. Christine, 100. Anne, 100.

Centre de Tri Créteil (94) : Danielle, 200. Alain, 50.

Groupe Malakoff St-Quentin-en-Yvelines (78) :
Gisèle, 300. Agnès, 50. D. Pernin, 100. Danièle, 50. Aline, 100.

SAINT-DENIS : Jacques, 200. Michèle Bétinas, 100.

ARGENTEUIL : Paretta, 10. Morand, 10. Anonyme, 10. Slimane Aouadi, 5. Michalak JP, 10. Pereira, 20. Ainouz, 20. Une copine, 15. Anonyme, 10. Ejjmas, 10.

DRANCY : Marie-Pierre, 100. Carez Jérôme, 100.

Lycée de Noisy-le-Sec (93) : Anonyme, 100. Tissier, 50. Yves et Nicole, 300. Bret, 200. Un ancien, 100. Schaefer, 100. Pour Arlette, 100. Un commerçant, 100.

Faculté d'Orsay : Karine, 1 500.

COMPIEGNE : Charles-Edouard, 20. Soutien, 20. L Bacquet, 50. Chatellenaz Henry, 20. Olkma M, 20. Ben Dagha, 50. Kodsi, 30. Bouataoun, 30. Naïwi, 50. Brahim, 30. Lhimer, 20. J Marc, 60. Un ami de l'Est, 3 000. Une retraitée, 200.

BORDEAUX : Cathy Francis, 100. Anonyme, 100. Lasserre, 50. Taty Léa, 100. Lise, 50. Thierry, 20. Virginie Senet, 400. James Ardouin, 500. Inconditionnelle de LO, 1 000. Lecuberrieta Josiane et Henri, 50. Patrat Yves Renée, 50. Isabelle, 100. Spazzola Christian, 200. Je suis d'accord avec vous tous, Goschler Evelyne, 50. Spazzola Lydia, 500. Patrick et Christelle, 100. Bonardo Christophe, 100. Bourveau Philippe, 50. Un "contrat emploi- solidarité", 100. Poutou Edith, 100. Griffon François, 300. Copain à Guitou, 50. Jacques Laborde, 300. René et Mathilde Frémion, 150. Malaty Alice, 200. Une sympathisante, 50. Mme Combes, 50. Crama : Alain, 50. Marie-Jo, 50. Jean-Marie, 50. Daniel, 210. Liliane, 100. Martine, 100. Kiki, 100. Hannet, 100. Martine 1, 100. Marie-France, 100. Martine 2, 100. Martine 3, 100. Marie-Lou, 50. Danielle, 100. Brigite, 50.

Hôpital USN : Sympathisant LO, 50. Marc, 50. Santa, 100. Pierre, 50. Marie-Françoise, 50.

CCP : Jean, Liliane, 100. Gem Nicole, 100. CCP/CNE, 100. Employée, 50. Employée, 50. Etcheber Annie, 100. Brocas M, 100. Bernard, 50. Employée, 50. Employée, 50. Employée, 20. Sempe, 20. Employé, 50. Employé, 100. Employé, 50. Vigneau, 40. Richard Saphores, 50.

Hôpital Sud : Brizzard, 50. Plante, 100. Manolita, 100. Valérie, 100. Christine, 50.

Leroy-Somer Fonderie Angoulême : Un ouvrier métallurgiste, 200. Un ouvrier, 100. Un ouvrier, 50. Un ouvrier, 40. Un ouvrier, 100.

BOURGES : Pierre Friot, 50. Landat René, 100. Perronnet André, 50. Chantal, 340. Isabelle Marche, 150. Roland Marche, 50. Colette, infirmière, 200. Copine retraitée, 50. Toujours communistes et internationalistes, 200. Une retraitée, 100. EM, 100. Michel G, 30. Mau, 20. Jovy, 20. Corto, 100. Pillet, 100. Mme Villain, 100. Fatima, 50.

NEVERS : Une copine, 100. Une instit, 50. Une instit. retraitée, 100.

VIERZON : Chantôme René et Hélène, 200. Un travailleur de la Pico, 100. Marysida JP, 50. Mercier, 100. Un copain postier, 30. Couturier M., 50. Roland Pigeonneau, 300. Robert Legoux, 250.

ORLEANS : Moreau Catherine, 300. Une grand-mère, 200. Christian Dumerain, 300. Annie Cassin, 400. Pascale, 50. Olivier, 100. Destouches, 100. Thierry, 100. Marcel, 100. Alcatel Ormes : Félix, 50. Un sympathisant, 50.

LIMOGES : Gérard Varnoux, 50. Michel Lachaud, 100. Daniel Mournetas, 200. Philippe Tricart, 50. Marie- Laure, 60. Mournetas, 100. Pruvost, 100. Moreau, 100. Anonyme, 50. Jean-Pierre, 10. Perissaguet, 10. Granet, 50. Michel, 10. Un copain de boulot, 70. Valade, 100. Marie, 200.

Hôpital Esquirol : M. Th. Coinaud, 200. Anonyme, 100. F. Moreau, 400. M. Carles, 250. Coinaud, 100. Anonyme, 50. Chadelaud, 100. Henry, 30. Micheline Habeillon, 100. Roussie Claudine, 200. Gérard, 50. JP et Annick Troutaud, 50. Francine, 150. Une copine d'Esquirol, 20. Anonyme, 50. Aliette, 50.

DIJON : Roger, 500. Patrick (PTT Joliet), 400. Alain (PTT Joliet), 100. Ghyslaine (Hôpital général), 200. J. Michel Bahr, 130. Alain, intérimaire, 100. Hamaïde Fernande, 150. Marie-France, 200. Marie-Thérèse (CCP), 30. Nicole (CCP), 50. Yvonne (CCP), 30. Anonyme, 25. Un retraité de Peugeot, 100. Un ouvrier de Péchiney, 300.

DOLE : Denise Martin, 300. Nelly Bonnet, 50. Alain Queuche, 150.

LE CREUSOT : Une mère de famille, 200. Un ouvrier de Creusot Loire Industrie, 100. Armel, 200.

MONTBARD : Lhomme, 50. Moreno, 50.

CHALON S/SAONE : Un prof de Maltrias, 150. Martine, pour soutenir, 500. Un ouvrier de Kodak, 200. Un routier sympa, 100. Un ouvrier de Kodak, 50.

TOULOUSE : Nathalie, 200. Laurent, 12. Khédi, 100. Anne-Marie, 100. David, 14. Kaubouch Christeaut, 100. Philippe Rives, ouvrier du bâtiment, délégué, 100. J.J. Bourbon, 200. Christian, 100. Lagarde Denise, 200. Maryse et J.F. Darnaud, 150. Marie-Michèle, 200.

Aérospatiale St Eloi : Un ouvrier, 30. Un contrôleur, 50.

Toulouse Santé : Grenier, 50. Bonnet Noël, 100. Vigner Chantal, 50. Tournier Monique, 50. Valette Marie-Luce, 50. Bourdoncle Hélène, 50. Nadine, 100. JP, 100. Florence, 50.

ROUEN : Enseignants retraités, 300. Albert W, 35. Ph. D, 100. Annick H, 150. JM. CD, 200. JO MP, 200. Momo, 300. Une copine de Rouen, 200. Employée CETELEM, 100. Françoise, 200.

LE HAVRE : Marie-Claire, 200. Denis, 100. Maryse, 100. Mme Mare, 50. Mme Pennec, 50.

CAEN : Leplanquois R, 300.

VANNES : Pour la liste, 100. En soutien, 250. En soutien, 25. En soutien, 30.

CLERMONT-FERRAND : Roland Gagnon, 100. Pierre, ouvrier retraité CEGEDUR, 40. Sympathisant Issoire, 200. Un enseignant, 60.

BESANCON : Françoise, 100. J. Michel et Bernadette, 500. Une employée, 150. En porte à porte, 50. Sur le marché, 30. Corinne Bovet, 100. Retraité PTT, 200.

CHR Besançon : Béatrice, 50. Claude, 100. Hervé, 200. Gisèle, 100. Patricia, 100. Eric, 100.

STRASBOURG : Mr et Mme Hunzinger, 50.

MULHOUSE : Véro, 100. Heiming, 100. Sébastien, 50. Céline, 50. Ami de Françoise, 100. Ami de Françoise, 200.

Peugeot Mulhouse : Ouvrier, 50. Pascal, 50. Ouvrier, 50.

ROANNE : Goudenèche, prof, 100. Trucchiero, prof, 100.

DROME :
Soutien, Portes-les-Valence, 50. Pierre, Soyons, 50. Hervé, Soyons, 50. Catherine, Bourg-les-Valence, 20.

Près de 300 morts d'un coup de grisou

DES MINES OU L'ON MEURT POUR LE PROFIT

Une nouvelle fois, la mine a tué en Turquie. Mardi soir 3 mars au puits de Kozlu, dans le bassin de Zonguldak sur la mer Noire, une très forte explosion due au grisou a fait sans doute au total près de trois cents morts, un vrai massacre.

Les corps de 124 mineurs, souvent déchiquetés et parfois en morceaux, ont été remontés à la surface. Mais il en restait encore au moins 147 au fond de la mine, certaines sources parlent même de 200. Certains étaient peut-être encore vivants. Mais la direction des mines (TTK - dépendant de l'Etat turc) a fait colmater les aérations pour empêcher la propagation de l'incendie. Elle a ainsi condamné à mort les éventuels survivants restés au fond.

Le puits de Kozlu, qui était il y a un an, durant la longue grève des mineurs de décembre 1990 et janvier 1991, le point fort de la grève, emploie au total quelques milliers de mineurs. Toutes les informations depuis l'accident confirment l'irresponsabilité criminelle de la direction de TTK et, avec elle, du gouvernement.

Depuis une semaine, des mineurs exprimaient leur inquiétude concernant la présence de grisou. Mais si, en cas de danger de grisou, le droit avait été obtenu en 1979 de quitter les puits sans attendre l'autorisation, ce droit a été supprimé depuis le coup d'Etat de 1980.

On sait maintenant qu'à 13 heures, le jour même de l'explosion, l'appareil de mesure avait déjà indiqué que le taux limite de 2% de gaz méthane était atteint. C'est le seuil de danger généralement admis. Mais la direction de TTK, elle, avait décidé depuis longtemps qu'à Zonguldak ce taux serait de 3%. Un peu plus tard justement, à 14 heures, ce taux de 3% était atteint, et la mine pas évacuée pour autant. Le taux de méthane serait redescendu à 1,5% à 19 h 39, avant de remonter à 2,5% à 19 h 40 et à 2,9% à 20 h. A 20 h 03, c'était l'explosion.

LES MENSONGES DE LA DIRECTION

Les explications contradictoires de la direction ont vite montré comment celle-ci cherchait à cacher sa responsabilité. Dans la nuit du 3 mars les télévisions turques annonçaient l'explosion et montraient des vues des mineurs rescapés : 87 seulement, parmi ceux qui se trouvaient au fond à ce moment-là. Elles concordaient avec la direction sur l'heure : peu après 20 h. Puis, jeudi 5 mars, la direction de TTK publiait un communiqué disant que l'explosion avait eu lieu à 19 h 45 et non à 20 h. Ce quart d'heure de différence accusait sans doute trop la direction, qui aurait largement eu le temps de faire évacuer la mine. A un journaliste de la télévision s'étonnant de ces informations contradictoires, un responsable répondit même que tout venait d'un mineur qui n'aurait pas su lire l'heure !

Mais les négligences en matière de sécurité touchent tous les domaines. Aux morts directs par l'explosion, il faut ajouter que des dizaines de mineurs sont morts asphyxiés, faute d'un masque à oxygène qui revient à peine à 2 000 F. Le comble est que 5 900 masques de ce type ont bien été achetés à l'étranger, mais étaient restés bloqués par la douane à Edirne, à la frontière. Enfin, en octobre dernier, la direction des mines aurait refusé les offres de la société américaine REI en matière de sécurité contre les coups de grisou, qui auraient coûté trop cher : un million cent cinquante mille dollars.

MANŒUVRES GOUVERNEMENTALES

L'indignation a été vive en Turquie. Le gouvernement l'a senti et le Premier ministre Demirel s'est vite rendu sur place, ainsi que son adjoint le social-démocrate Inönü et plusieurs autres ministres, ainsi que Sevket Yilmaz, président de Türk-Is, la principale centrale syndicale et ancien député du Parti Libéral de Demirel avant 1980. Tous ont fait étalage de leur émotion devant les caméras et versé des larmes de crocodile tout en expliquant que l'Etat et la direction de TTK avaient fait le nécessaire et que l'explosion était due à la fatalité ! Ils ont été soutenus par les dirigeants syndicaux et notamment par Denizer, le leader du syndicat des mineurs et de la grève de l'an dernier mais aussi celui qui l'a menée dans l'impasse.

Mais sur place, où la colère était vive, les autorités ont aussi dépêché immédiatement des forces spéciales de répression et des militaires venus de Zonguldak et même d'Istanbul. Au point que la région était plus quadrillée que pendant la grève elle-même.

Craignant les réactions, les autorités et les bureaucrates syndicaux ont même empêché qu'il y ait un enterrement collectif. Les mineurs d'un puits voisin, Karadon, auraient cessé le travail deux heures en signe de protestation. On sait aussi qu'une trentaine de personnes appartenant à une association locale, qui voulaient protester, ont été arrêtées.

Arc

Une des victimes.

QUELQUES FAITS PARLANTS

Dans le bassin de Zonguldak, au cours des quarante dernières années, 3912 mineurs sont morts victimes d'accidents. L'espérance moyenne de vie d'un mineur y est de 48 ans, contre 68 pour l'ensemble de la Turquie. D'après les chiffres du BIT, le taux d'accidents mortels du travail est de 0,470 en Turquie contre 0,100 en Europe occidentale.

Des accidents précédents dans les mines turques ont déjà fait, l'un 103 morts en 1983, l'autre 68 en 1990.

AFP

La remontée des cadavres.

FERMER LES MINES ?

Une ancienne polémique au sujet de la fermeture des mines fait à nouveau surface. Une partie de la bourgeoisie turque, dont un grand patron dit de gauche, Alaton, prend parti pour la fermeture des mines en expliquant que le charbon extrait coûte plus cher que le charbon importé de Pologne ou d'Afrique du Sud. Selon les statistiques officielles, l'Etat dépenserait 4,8 mille milliards de livres turques dans les mines (1,4 pour les salaires, et 3,4 pour les autres frais) et n'en retirerait que mille milliards. Les mineurs en somme n'auraient pas à se plaindre car on les emploierait presque par charité. Mais il est difficile de croire à ces chiffres. D'autre part, si l'Etat aide quelqu'un en l'occurrence, c'est surtout la sidérurgie et d'autres industries qui peuvent disposer d'une source d'énergie à bon marché et ne nécessitant pas de payer en devises.

En tout cas, il est clair que les mineurs de Kozlu ont été sacrifiés à l'impératif de la rentabilisation des mines. Et, pendant que l'on cherche à détourner l'attention par cette polémique sur la fermeture ou la non-fermeture des mines, cinq mille mineurs sont au chômage suite à l'explosion, pour au moins cinq mois, sans garantie de pouvoir toucher leur salaire.

Julien SILVA

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995